Ministère de l'Economie et des Finances

Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire 2024

RAPPORT SUR LA COMPENSATION

RAPPORT SUR LA COMPENSATION

Sommaire

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I: EVOLUTION DU MARCHE INTERNATIONAL DES PRODUITS SUBVENTIONNES	4
I.1. Marché pétrolier	4
I.1.1. Commerce international du pétrole	4
I.1.1.1. Demande mondiale de pétrole	4
I.1.1.2 Offre mondiale de pétrole	5
I.1.1.3 Echanges mondiaux de pétrole	6
I.1.2. Evolution des cours mondiaux des produits pétroliers	7
I.1.2.1. Evolution des cours du pétrole brut	7
I.1.2.2.Evolution des cours des produits pétroliers liquides	9
I.2. Marché du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL)	11
I.2.1. Commerce international du GPL	11
I.2.1.1. Demande mondiale de GPL	11
I.2.1.2.Offre mondiale de GPL	12
I.2.1.3.Echanges mondiaux de GPL	14
I.2.2. Evolution des cours mondiaux du gaz butane	16
I.3. Marché sucrier	20
I.3.1. Commerce international du sucre	20
I.3.1.1. Production et consommation mondiales du sucre	20
I.3.1.2. Echanges mondiaux de sucre	22
I.3.2. Evolution des cours mondiaux du sucre brut	23
I.4. Marché céréalier	24
I.4.1. Commerce international des céréales	24
I.4.1.1. Production et consommation mondiales des céréales	24
I.4.1.2. Stocks et échanges mondiaux des céréales	27
I.4.2. Evolution des cours mondiaux du blé tendre	28

CHAPITRE II : EVOLUTION DE LA CHARGE DU SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS SUBVENTIONNES	31
II.1. Soutien du prix du gaz butane	31
II.1.1. Evolution des subventions unitaires du gaz butane	31
II.1.2. Importation et consommation nationales du gaz butane	32
II.1.3. Situation de la charge de compensation du gaz butane	35
II.2. Soutien du prix du sucre	36
II.2.1. Consommation et production nationales du sucre blanc	37
II.2.2. Importation du sucre brut	39
II.2.3. Situation de la charge de compensation du sucre	40
II.3. Soutien du prix du blé tendre et de la farine nationale de blé tendre	43
II.3.1. Production et collecte nationales des céréales	43
II.3.2. Importation des céréales	46
II.3.3. Ecrasements de la minoterie industrielle	50
II.3.4. Situation de la charge de compensation du blé tendre et de la farine nationale de blé tendre	50
II.4. Mesures déployées pour le soutien du pouvoir d'achat des citoyens au titre de l'année 2023	51
II.4.1.Poursuite du soutien des prix à la consommation des produits subventionnés	51
II.4.2. Poursuite de l'activation du système de restitution à l'importation du blé tendre	51
II.4.3. Soutien du secteur du transport routier	53
II.5. Charge prévisionnelle de compensation à fin août 2023 et crédits programmés au titre du Projet de Loi de Finances 2024	53
II.5.1 Charge prévisionnelle de compensation au titre de la période janvier-août 2023	53
II.5.2. Crédits programmés au titre du Projet de Loi de Finances 2024	53

INTRODUCTION

Le marché international des produits subventionnés a connu une accalmie au titre des huit premiers mois de l'année 2023, comparativement avec l'année 2022. Le ralentissement de la croissance économique, causé par les niveaux élevés d'inflation, et la poursuite du resserrement des politiques monétaires des banques centrales pour y remédier, ont contribué fortement au repli notable des taux de fret maritime et des prix mondiaux de la majorité des matières premières.

Ainsi, les chaines d'approvisionnement mondiales ont retrouvé progressivement leur fonctionnement normal, en parallèle avec le repli graduel de l'inflation et la contraction relative des cours internationaux des produits pétroliers et alimentaires par rapport aux niveaux sommets enregistrés au titre de l'année précédente. A noter que lesdits cours demeurent toujours élevés en comparaison avec les niveaux pré-pandémiques.

De ce fait, au titre de la période janvier-août 2023, le cours du pétrole Brent a oscillé dans une fourchette allant de 71,8 \$/bbl à 88,1 \$/bbl, soit une moyenne de 80,6 \$/bbl, en baisse de 23% en glissement annuel. S'agissant du gaz butane, sa formule marocaine a varié au titre de la même période dans une bande comprise entre 349 \$/T et 755 \$/T, soit une moyenne de 540 \$/T, marquant ainsi un déclin de 32% par rapport à la période janvier-août 2022.

A noter que lesdits replis ont été atténués suite à la régression des stocks mondiaux de pétrole sous l'effet des réductions de la production de l'OPEP+ depuis le mois de mai 2023, dans un contexte marqué par une augmentation continue de la demande mondiale, qui pourrait atteindre, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), un niveau record au titre de cette année. En conséquence, les cours du pétrole brut et du butane se sont réinscrits à nouveau dans une tendance haussière pour atteindre, au 15 septembre 2023, des niveaux de 94.6 \$/bbl et 574 \$/T respectivement.

Quant aux produits pétroliers liquides, leurs cours se maintiennent à des niveaux élevés par rapport aux valeurs pré-pandémiques. Cependant, les prix mondiaux du gasoil et du super ont enregistré, néanmoins, des baisses de près de 25 % et 18% au titre de la période janvieraoût 2023, comparativement à la même période de l'année 2022.

Concernant les cours mondiaux des produits alimentaires subventionnés, ils ont été caractérisés par des comportements divergents. Les prix internationaux du blé tendre se sont significativement contractés au titre de la période janvier-août 2023 par rapport aux niveaux historiques élevés enregistrés au titre de l'année 2022, en marquant un niveau moyen de 278 \$/T, soit un repli de 27% en glissement annuel. Cette situation s'explique par une offre importante suite à la consistance des stocks mondiaux en cette denrée et la poursuite de l'Initiative de la mer Noire, qui a facilité les exportations à partir de l'Ukraine jusqu'à juillet 2023.

Pour le sucre brut, son cours a accusé une montée vertigineuse en enregistrant un niveau moyen de 542 \$/T au titre de la période janvier-août 2023, en hausse de 23 % en glissement annuel. Ladite ascension est soutenue par la perspective d'un resserrement de l'offre suite aux conditions météorologiques sèches et défavorables, surtout en Inde et en Thaïlande, induisant des baisses des rendements et de la production par rapport aux objectifs tracés, tandis que la demande d'importation est ascendante. L'Inde, étant le deuxième pays producteur et exportateur de sucre au niveau mondial, a imposé aux usines sucrières un quota réduit à exporter afin de mieux répondre aux besoins locaux en sucre. En sus, les principaux producteurs de sucre s'orientent vers la production de l'éthanol à partir des excédents de canne à sucre au détriment du sucre à usage domestique.

Par ailleurs, afin de permettre la stabilisation des prix intérieurs des produits de base à la consommation en dépit de la volatilité de leurs cours mondiaux, le Gouvernement poursuit,

en 2023, le déploiement de plusieurs mesures visant le soutien du pouvoir d'achat des citoyens.

Pour le gaz butane, la subvention moyenne de la bonbonne de 12 KG s'est élevée à près de 68 DH au titre des huit premiers mois de l'année 2023, soit une baisse de 31% par rapport au niveau historique atteint au titre de la même période de l'année 2022 et un effort supplémentaire de +34 % (+3 milliards de DH) par rapport à la même période de l'année 2021. De ce fait, la charge de compensation du gaz butane a accusé, au titre de ladite période, une baisse de 28% en glissement annuel en frôlant les 11,4 milliards de DH.

S'agissant du sucre, le Gouvernement a maintenu le même système de soutien à la consommation du sucre raffiné en révisant à la hausse la subvention forfaitaire de 25 % à partir du 14 avril 2023, passant de 2,847 DH/kg à 3,572 DH/kg. Ladite augmentation fait suite à une revalorisation des prix d'achat des cultures sucrières pour encourager les agriculteurs à relancer la production nationale en sucre blanc. Cette mesure s'inscrit dans l'objectif national phare d'assurer la souveraineté et sécurité alimentaires. De ce fait, la charge de subvention à la consommation du sucre raffiné pourrait s'élever, au titre de la période janvier-août 2023, à 2,66 milliards de DH, en hausse de 14% sur une base annuelle.

Quant au sucre brut, sa subvention moyenne pondérée à l'importation a marqué un saut qualitatif en dépit de la révision à la hausse du prix cible à l'importation de ce produit suite à la revalorisation des prix des cultures sucrières. Elle est passée, au titre de la période janvier-août 2023, à une moyenne pondérée de 1.987 DH/T, en hausse de plus de 37% en glissement annuel. Ainsi, la charge supplémentaire à l'importation du sucre brut, au titre de ladite période, a atteint 1.220 MDH, en hausse de 54 % en glissement annuel. En conséquence, la charge globale relative au soutien du sucre a frôlé un montant de 3,88 milliards de DH au titre de la période en question, en progression de 24% par rapport à la même période de l'année précédente.

Concernant la farine nationale du blé tendre, le Gouvernement poursuit le soutien d'un contingent s'élevant à 6,26 Mqx pour une subvention unitaire de 143,375 DH/QI, en parallèle aux actions déployées pour la valorisation de la production locale (la prise en charge des frais de stockage et magasinage) pour une enveloppe de près de 880 MDH en terme de la période janvier-août 2023.

Pour le blé tendre, au vu du déficit de la production nationale en ce produit au titre de cette campagne suite aux conditions de sécheresse et la poursuite du dépassement du prix de revient à l'importation de du blé tendre au prix cible, le Gouvernement a maintenu, en sus de la suspension des droits de douane à l'importation durant l'année 2023, l'octroi d'une subvention à l'importation du blé tendre. La finalité étant de sécuriser l'approvisionnement du marché national en cette denrée et stabiliser le prix du pain à 1,20 DH et les prix des farines.

De ce fait, la prime forfaitaire à l'importation du blé tendre a enregistré, au titre de la période janvier-août 2023, une moyenne de 62 DH/QI, en déclin de 63% en glissement annuel. Ainsi, le soutien à l'importation du blé tendre a baissé de 67% par rapport à la même période de l'année 2022. Par conséquent, la charge globale relative au soutien du blé importé et de la farine nationale du blé tendre pourrait atteindre un montant de 3,2 milliards de DH au titre de ladite période, en recul de 60% en glissement annuel.

Pour les carburants, étant donné que les moyennes des cours du gasoil et du super au titre de la période janvier-août 2023 dépassent toujours les niveaux pré-pandémiques, et afin de stabiliser les tarifs du transport des personnes et de marchandises, le Gouvernement poursuit, au titre de l'année 2023, le soutien exceptionnel destiné aux professionnels du transport routier. Le montant alloué à cette opération au titre de ladite période est de 1 milliard de DH, en baisse de 64 % sur une base annuelle en raison du recul important des prix mondiaux du gasoil et du super de 25% et 18%, respectivement au titre de la même période.

En somme, la charge de compensation prévisionnelle au titre de la période janvier-août 2023, y compris le soutien du transport routier, pourrait accuser une régression de près de 34 % par rapport à la même période de l'année 2022.

Par ailleurs, en s'inscrivant dans les grandes orientations stratégiques du chantier de la protection sociale, prônant l'orientation vers des allocations familiales pour un meilleur ciblage des populations nécessiteuses, il est prévu de poursuivre la décompensation progressive des produits subventionnés restants.

Ainsi, en adoptant une démarche de progressivité, une enveloppe de 16,357 milliards de DH est programmée au titre du projet de la Loi de Finances 2024, pour la poursuite du soutien des prix du gaz butane, du sucre et de la farine nationale du blé tendre.

CHAPITRE I : EVOLUTION DU MARCHE INTERNATIONAL DES PRODUITS SUBVENTIONNES

I.1. Marché pétrolier

Le marché du pétrole brut demeure tendu et volatile en réponse aux préoccupations perpétuelles liées à l'équilibre entre l'offre et la demande mondiales. Les différentes décisions prises, essentiellement par les pays producteurs, relatives aux quantités produites et exportables de pétrole, ainsi que l'évolution des flux des échanges mondiaux, impactent considérablement les cours internationaux de cette matière première stratégique, et par conséquent, les prix intérieurs des différents produits et services, ainsi que les niveaux d'inflation.

I.1.1. Commerce international du pétrole

I.1.1.1. Demande mondiale de pétrole

En 2022, la consommation mondiale de pétrole a augmenté de 2,9 millions de barils par jour (b/j) pour atteindre 99,6 millions de barils par jour, soit une augmentation moins importante que celle observée entre 2020 et 2021. La consommation est restée inférieure de 0,7 % par rapport aux niveaux de l'année 2019.

Au niveau régional, la demande de l'OCDE a augmenté de 1,4 millions de b/j et celle des pays non membres de l'OCDE de 1,5 millions de b/j. La plupart de ces augmentations sont dues à la consommation de carburéacteur et d'essence. La majeure partie de la croissance provient du jet/kérosène (0,9 million b/j) et du diesel/gazole (0,7 million b/j).

Au dernier trimestre 2022, l'offre a dépassé la demande de plus de 1 mb/j malgré une réduction des objectifs de production de l'OPEP+ et des perturbations de l'offre américaine dues aux tempêtes hivernales. Le temps doux, combiné à une faible activité industrielle, ont réduit la demande de pétrole en Europe. La demande a également été freinée par les fermetures en Chine dans le cadre de la lutte contre la pandémie de covid-19 et les blizzards hivernaux qui ont perturbé les voyages de vacances aux États-Unis et au Canada. En conséquence, la demande de pétrole au quatrième trimestre 2022 s'est contractée massivement de 910 kb/j en glissement annuel dans l'OCDE et exceptionnellement de 130 kb/j en glissement annuel en Chine.

Au titre du premier trimestre de l'année 2023, la demande de pétrole de l'OCDE a baissé de 390 kb/j en glissement annuel, mais un solide rebond de la Chine a porté la demande mondiale de pétrole à 100,4 mb/j, soit 810 kb/j de plus que les niveaux de l'année précédente.

Le rebond économique de la Chine s'est poursuivi de manière ininterrompue, avec sa demande de pétrole atteignant un niveau record de 16,3 millions de barils par jour (mb/j) en avril. Notons que la majeure partie de la croissance de la demande de pétrole cette année provient des pays non membres de l'OCDE, car la demande au sein de l'OCDE reste modeste, en raison du ralentissement actuel de l'industrie manufacturière.

Selon le dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie en septembre 2023, il est prévu une augmentation de la demande mondiale de pétrole de 2,2 Mbbl/j en 2023, portant la demande totale à 101,8 Mbbl/j. Cette hausse est principalement attribuée à la reprise de la consommation en Chine, à la demande croissante de carburéacteur et aux besoins accrus en matières premières pétrochimiques.

Cependant, pour l'année 2024, il est prévu que la croissance de la demande serait réduite à 1

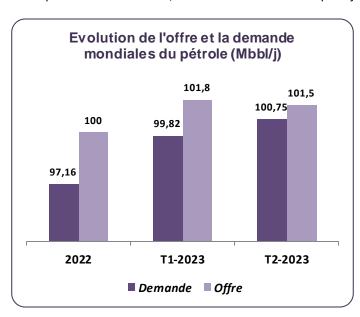


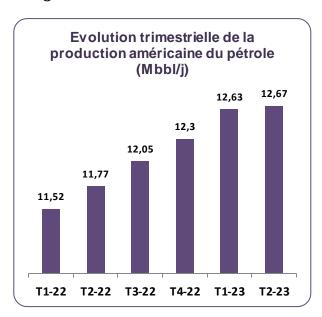
Mbbl/j, portant ainsi la consommation mondiale de pétrole à 102,8 Mb/j. Une augmentation de 990 000 barils par jour sera principalement stimulée par l'augmentation de la demande de naphta et de GPL, en particulier en Chine. En même temps, un déclin structurel de l'utilisation des carburants pour le transport routier sur les principaux marchés pourrait être observé, indiquant un changement dans les habitudes de consommation énergétique.

I.1.1.2 Offre mondiale de pétrole

En 2022, l'accroissement de la production mondiale de pétrole a été évalué à 3,8 millions de barils par jour, en comparaison annuelle. À noter que la coalition de l'OPEP+ s'accapare de plus de 60% de cette croissance. Parmi l'ensemble des pays, l'Arabie saoudite a enregistré une progression significative de 1,18 Mbbl/j, tandis que les États-Unis ont également connu une montée considérable de 1,09 Mbbl/j. En revanche, le Nigeria a subi une chute notable de sa production, enregistrant une baisse de 184 Kbbl/j, tandis que la Libye a observé une diminution de sa production de 181 Kbbl/j.

Pendant une grande partie du premier trimestre de l'année 2023, l'offre de pétrole a été confrontée à un ralentissement significatif de la croissance de la demande de pétrole dans les économies avancées. Cependant, le 3 avril 2023, l'OPEP a annoncé son intention de réduire la production de pétrole brut de 1,2 million de barils par jour (b/j) jusqu'à la fin de 2023. Cette décision a été prise pour plusieurs raisons, d'une part pour atténuer la pression sur les prix due aux turbulences financières survenues en mi-mars et d'une autre part pour freiner la croissance des stocks mondiaux de pétrole. En conséquence, la disparité entre l'offre et la demande s'est réduite au cours du deuxième trimestre, passant à 750 000 barils par jour, comparativement à 1,98 million de barils par jour en glissement trimestriel.





Source : Agence Internationale de l'Energie et l'Administration américaine de l'information sur l'Energie (EIA)

Les États-Unis, en tant que premier producteur mondial de pétrole, ont continué à augmenter leur production depuis 2022. Selon le rapport d'août de l'Agence gouvernementale de l'Information sur l'Énergie (EIA), leur production s'est établie à 12,76 millions de barils par jour (Mbbl/j) au deuxième trimestre de l'année 2023, dépassant ainsi le précédent record de 12,3 Mbbl/i observé en 2019.

Pendant la seconde moitié de l'année 2023, les réserves mondiales de pétrole ont enregistré une baisse significative, atteignant leur niveau le plus bas depuis 13 mois en août 2023. Cette diminution s'est produite à la suite de la période estivale marquée par une forte demande de pétrole.

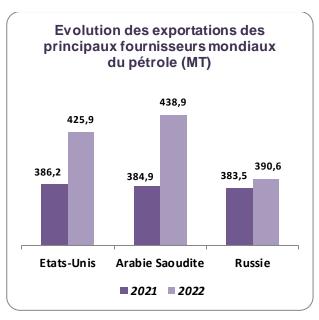
D'après les informations fournies par l'Agence Internationale de l'Énergie, la décision de

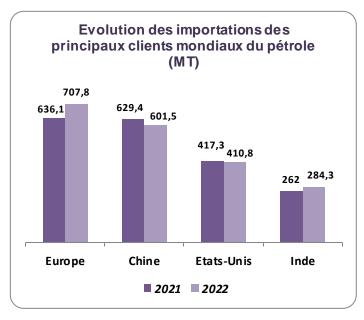
l'Arabie saoudite et de la Russie de prolonger leurs réductions de production jusqu'à la fin de l'année entraînera un déficit significatif sur le marché pétrolier, persistant jusqu'au quatrième trimestre de l'année 2023. Toutefois, il est à noter que l'offre mondiale pourrait connaître, en 2024, une augmentation de 1,5 million de barils par jour (Mbbl/j), principalement grâce à l'augmentation de la production aux États-Unis, en Iran et au Brésil.

I.1.1.3 Echanges mondiaux de pétrole

En 2022, le commerce international du pétrole a enregistré une augmentation de 3,4 % par rapport à l'année précédente, portant le volume total échangé de pétrole à 68,82 Mbbl/j. L'Europe a notablement augmenté ses importations de pétrole, enregistrant une croissance de plus de 11 % en glissement annuel. Parallèlement, les besoins en pétrole de l'Inde ont également progressé, affichant une hausse de 8 % par rapport à l'année précédente.

Cependant, la Chine a connu une réduction de 4 % de ses importations de pétrole en glissement annuel en 2022, principalement en raison des restrictions de mobilité mises en place dans le cadre de la politique « zéro-covid » du pays.

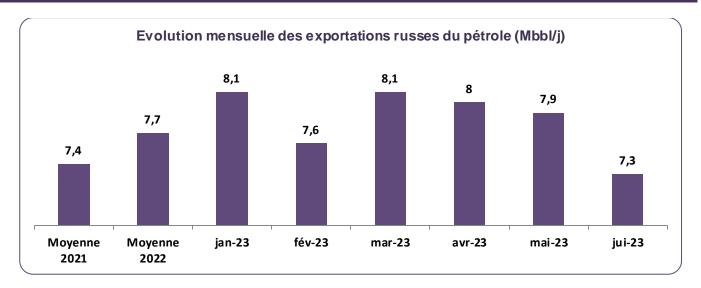




Source: BP Statistical World Energy 2022

En ce qui concerne les exportations, l'Arabie saoudite a surpassé les États-Unis pour devenir le premier exportateur mondial de pétrole en 2022, enregistrant une augmentation annuelle des exportations de 14 %, tandis que les États-Unis ont connu une hausse de 10 %. L'année 2022 a été marquée par la résilience de l'offre exportable russe, qui a augmenté de 2 % malgré les sanctions imposées à ce pays.

La guerre en Ukraine a considérablement influencé la carte des échanges mondiaux de pétrole. En effet, les exportations russes de pétrole brut vers les pays européens ont enregistré une baisse de 16 % en 2022 par rapport à 2021. En contraste, les expéditions de pétrole brut de la Russie vers l'Inde ont connu une augmentation remarquable de 722 % sur une variation annuelle, tandis que celles vers la Chine ont progressé de 8 % par rapport à l'année précédente. Pour compenser le déficit de l'offre russe, les pays européens ont considérablement augmenté leurs importations en provenance des États-Unis, enregistrant une hausse de 41 % en 2022 par rapport à 2021. Parallèlement, leurs approvisionnements en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique ont également augmenté, affichant une progression de 4 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, les produits dérivés importés de l'Inde ont connu une augmentation considérable de 145 % en glissement annuel en 2022.



Source : Agence Internationale de l'Energie

L'année 2023 a été marquée par des transformations structurelles significatives sur le marché pétrolier, impliquant des changements dans les flux commerciaux, la fixation des prix, la segmentation du marché, la transparence, les relations commerciales et géopolitiques, ainsi que la position de la Russie sur ce marché. Tout comme l'année précédente, les exportations de pétrole russes ont montré leur résilience.

Suite à l'application de l'embargo européen sur le pétrole russe en février, les exportations de la Russie ont connu une baisse, atteignant leur niveau le plus bas en 5 mois. Cependant, elles ont augmenté au-delà du niveau de février au cours de la période de mars-avril 2023. En juin, la Russie a annoncé une nouvelle réduction de 500 000 barils par jour des exportations, dans le but d'endiguer la baisse des prix et des revenus, ce qui a conduit à une chute des exportations à leur plus bas niveau en au moins 14 mois.

I.1.2. Evolution des cours mondiaux des produits pétroliers

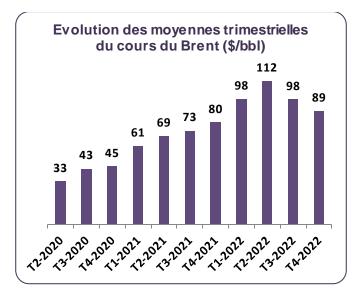
1.1.2.1. Evolution des cours du pétrole brut

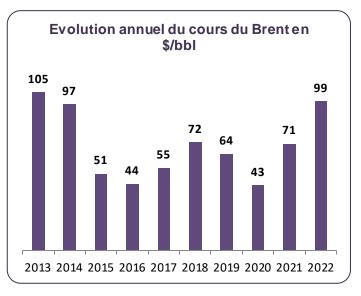
► Evolution des prix en 2022

A l'instar de l'année 2021, le prix annuel moyen du pétrole brut Brent a enregistré une hausse significative en 2022. Il a augmenté de 39 % en glissement annuel, ce qui équivaut à une hausse de 28 \$/bbl, portant ainsi le cours annuel moyen à 99 \$/bbl, soit le plus haut niveau depuis 2013.

Pendant une période de neuf trimestres consécutifs, le cours du baril du Brent a enregistré une tendance à la hausse, affichant une augmentation notable de 239 % entre le deuxième trimestre de l'année 2020 et le deuxième trimestre de l'année 2022. Cependant, à compter du deuxième semestre de l'année 2022, cette tendance s'est inversée, entraînant une diminution de 21 % du cours trimestriel du Brent, au titre du dernier trimestre, par rapport au sommet atteint au deuxième trimestre de ladite année.

Ces baisses de prix, enregistrées au dernier trimestre de l'année 2022, ont été en grande partie le résultat des inquiétudes du marché concernant la croissance économique mondiale, ainsi que des blocages liés à la COVID en Chine, qui ont réduit la demande de pétrole de ce pays.





Source: Bloomberg

► Evolution des prix en 2023

En terme de la période janvier-août 2023, le prix du baril du Brent a oscillé dans une fourchette comprise entre 72 et 89 \$, en enregistrant une moyenne de 81 \$/bbl, en baisse de plus de 22% par rapport à la même période de l'année 2022.

En janvier 2023, le prix du pétrole Brent a enregistré sa première augmentation mensuelle depuis octobre 2022, atteignant 84,00 \$/bbl. Cette hausse a été principalement due à l'anticipation d'une demande accrue de pétrole, liée à l'assouplissement des mesures de lutte contre la COVID-19 et à une augmentation de la mobilité en Chine. De plus, en février, la perspective d'une récession moins sévère et d'une amélioration des conditions macroéconomiques a également contribué à maintenir le prix du Brent à un niveau similaire à celui de janvier.

En mi-mars, les contrats à terme sur le pétrole Brent ICE ont subi une baisse marquée, atteignant 73 \$/bbl, leur niveau le plus bas en 15 mois. Cette chute était attribuable à l'instabilité des marchés financiers. Cependant, par la suite, ces contrats se sont redressés à mesure que les tensions sur les marchés bancaires se sont apaisées, et les anticipations d'une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale au cours de l'année ont augmenté.

Au début du mois d'avril, les annonces inattendues de réductions de la production par l'OPEP+ ont insufflé un nouvel élan à la reprise du prix du Brent. Cela a contribué à maintenir une moyenne mensuelle en avril à 83 \$/bbl, en raison des attentes d'une offre de pétrole plus limitée sur le marché.

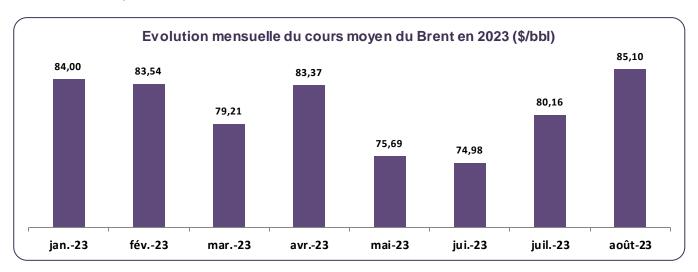
En mai, le prix du pétrole daté de la mer du Nord a connu une baisse d'environ 9 % par rapport à avril, principalement en raison des préoccupations croissantes concernant les politiques monétaires restrictives des banques centrales et de leurs éventuels impacts sur l'économie mondiale. Cela témoigne de la tendance à la baisse du marché pétrolier, car le cours moyen enregistré en mai était inférieur de 43 \$/bbl par rapport au pic de l'été 2022.

Malgré l'annonce par l'Arabie saoudite d'une réduction plus importante de la production en début de mois de juin, la chute des prix n'a pas pu être enrayée, ce qui a conduit le prix du Brent à enregistrer son niveau mensuel moyen le plus bas depuis décembre 2021.

Durant le deuxième semestre de l'année 2023, le prix du pétrole brut Brent s'est inscrit dans une trajectoire haussière en s'établissant en moyenne à 80 et 85 \$/bbl, respectivement, en juillet et août 2023, soit des hausses respectives de plus de 5 et 10 \$/bbl par rapport à juin. Ces augmentations ont été principalement expliquées par la prolongation des réductions

volontaires de la production de pétrole brut de l'Arabie saoudite et des attentes d'une augmentation de la demande mondiale avec la saison estivale de haute demande.

Au début du mois de septembre, le prix du Brent a franchi la barre des 90 \$/bbl pour la première fois en dix mois, ce qui témoigne d'une pression à la hausse sur le marché pétrolier et d'une offre plus limitée.



Source: Bloomberg

I.1.2.2. Evolution des cours des produits pétroliers liquides

Après avoir contribué à nourrir les niveaux d'inflation en 2022 en raison de leurs niveaux pluriannuels élevés, les prix des produits pétroliers ont connu une période de relative stabilité au cours du premier semestre de l'année 2023. Cependant, à partir du mois de juillet 2023, ces prix ont entamé une phase de hausse en raison de plusieurs facteurs, notamment l'augmentation des prix du brut, la diminution des stocks, et l'augmentation des marges de raffinage, atteignant leur plus haut niveau depuis huit mois en août 2023.

► Evolution du cours du gasoil en 2023

Au titre de la période janvier-août 2023, le cours du gasoil a oscillé dans une fourchette comprise entre 651 et 1033 \$/T, en enregistrant une moyenne de 815 \$/T, soit une baisse de 267 \$/T en glissement annuel (correspondant à un recul moyen de 2 DH/L du prix FOB).

Le prix du gasoil s'est inscrit dans une tendance baissière pour s'établir à une moyenne de 691 \$/T en mois de mai, soit un recul de 27 % par rapport à janvier 2023 et un repli de 101% comparativement au pic du mois de juin 2022. La réduction des prix du gasoil peut être attribuée à plusieurs facteurs. Tout d'abord, elle est influencée par le plafonnement des prix du gasoil en Russie et par l'accumulation de stocks de distillats en Europe, en Amérique et en Asie, une tendance qui a prévalu pendant une grande partie du premier semestre de l'année 2023. Cela représente un changement par rapport à la tendance antérieure, où ces stocks avaient généralement diminué entre le second semestre de 2020 et le second semestre de 2022.

Cependant, les facteurs les plus prépondérants de cette baisse sont liés au déclin de l'activité manufacturière en Europe et aux États-Unis au cours du premier semestre de 2023, ainsi qu'à la chute des prix du Brent. De plus, la disparition des inquiétudes concernant les pénuries, qui étaient précédemment alimentées par le conflit en Ukraine et les sanctions imposées à la Russie en réponse à ces événements, a également contribué à cette baisse.

La tendance des prix du gasoil a connu une inversion au cours des mois estivaux, culminant en une moyenne mensuelle de 924 \$/T en août. Cette augmentation représente une hausse

significative de 34 % par rapport au niveau minimal enregistré en mai. Plusieurs facteurs ont contribué à cette hausse des prix des distillats.

Tout d'abord, il convient de noter que les réductions supplémentaires de la production de pétrole brut, annoncées par l'OPEP+, ont exercé une pression à la hausse sur les prix des distillats. De plus, l'augmentation des marges de raffinage a été un facteur déterminant dans cette évolution à la hausse des prix. Par ailleurs, la diminution des stocks mondiaux de distillats à la suite d'une saison estivale marquée par une forte demande liée aux activités de conduite et de voyage a également joué un rôle significatif dans cette dynamique haussière des prix.

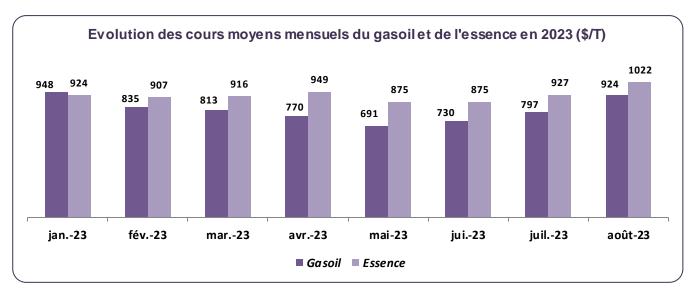
Les réductions de production mises en œuvre par les principaux exportateurs du Moyen-Orient ont un effet disproportionné sur le marché du gasoil, en particulier en Europe. Cela s'explique par le fait que les bruts plus lourds provenant de cette région génèrent une proportion plus importante de distillats moyens lorsqu'ils sont soumis au processus de raffinage. De plus, le prix des importations du gasoil en provenance du Moyen-Orient, qui constitue le principal substitut au gasoil russe, a augmenté en raison de la réduction des exportations de la part des pays membres de l'OPEP+.

► Evolution du cours du super en 2023

Au titre des huit premiers mois de l'année 2023, le cours de l'essence a oscillé dans une fourchette allant de 821 à 1068 \$/T, en enregistrant une moyenne de 925 \$/T, soit une baisse de 200 \$/T en glissement annuel (correspondant à un recul moyen de 1,30 DH/L du prix FOB).

Le cours de l'essence a enregistré une baisse moins importante que celle du gasoil en raison de la forte corrélation enregistrée entre le cours du super et du Brent comparativement à celle entre les prix du gasoil et du pétrole brut.

À la suite de la baisse du prix du Brent, le prix mensuel moyen du super a atteint son plus bas niveau de l'année en mai et en juin, avant de repartir à la hausse pour atteindre 1022 \$/T en août, ce qui constitue le niveau le plus élevé en un an. Cette augmentation des prix du brut, conjuguée à une forte demande d'essence aux États-Unis pendant la saison estivale, a exercé des pressions haussières sur le cours du super.



Source : Platts

I.2. Marché du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL)

L'industrie du gaz de pétrole liquéfié (GPL) a connu des évolutions remarquables au titre des trois dernières années sous l'effet combiné de plusieurs facteurs, à savoir, la reprise économique post-Covid-19, les répercussions de la guerre en Ukraine, la poursuite des mesures strictes dans la gestion de la pandémie de Covid-19 en Chine, et les changements considérables de l'évolution de l'industrie pétrochimique, qui avait joué un rôle moteur dans la croissance du marché du GPL.

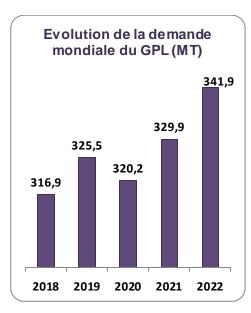
La crise de l'offre des produits dérivés, notamment le gasoil, le kérosène et l'essence, a eu des effets positifs sur la production du GPL. En conséquence, les raffineries ont été incitées à augmenter leur production de butane et de propane. Parallèlement, le GPL obtenu à partir du traitement du gaz naturel continue de dominer la production de gaz de pétrole liquéfié, en particulier grâce à la poursuite de la croissance de l'industrie aux États-Unis, qui représente plus d'un quart de la production mondiale.

I.2.1. Commerce international du GPL

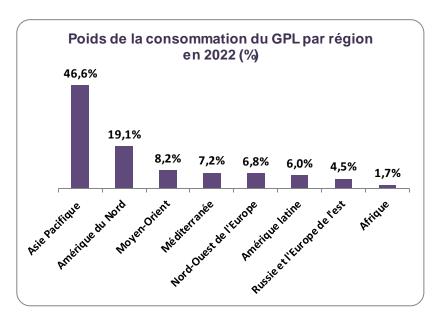
I.2.1.1. Demande mondiale du GPL

La consommation mondiale du GPL a augmenté de 3,66 % en glissement annuel pour atteindre 342 millions de tonnes en 2022. La Chine a confirmé sa domination en termes de demande, sa consommation ayant augmenté de près de 3 millions de tonnes pour atteindre 74 millions de tonnes, soit 22 % de la demande mondiale. Après une croissance de plus de 12 % en 2021, tirée essentiellement par le secteur pétrochimique, la politique chinoise de « zérocovid», conjuguée aux coûts élevés des matières premières dans un contexte économique difficile, a freiné la croissance de la demande du GPL pour s'établir à 4,1 % en 2022. Quant à la demande américaine, elle est restée relativement stable, tandis que l'énorme marché indien des combustibles de cuisson, essentiellement du gaz butane, a fait augmenter ses besoins de 2,8 % pour frôler les 29,5 millions de tonnes.

De fortes croissances ont été observées aux niveaux des principaux marchés émergents, comme le Bangladesh, le Kenya et le Nigéria, alors que quelques pays de l'Europe ont enregistré des réductions de l'utilisation du GPL.







Au cours du premier trimestre de l'année 2023, la demande mondiale de GPL a enregistré une croissance de 1,62 % en glissement annuel et de 3,91 % en glissement trimestriel, atteignant ainsi un total de 90,05 millions de tonnes. Cette augmentation découle du comportement saisonnier de la demande, soutenue par l'utilisation résidentielle du GPL pour la cuisine et le chauffage. Les besoins des pays de la région MENA, ainsi que de certains pays asiatiques, notamment l'Indonésie, ont augmenté pour garantir l'approvisionnement avant et au cours du mois de Ramadan 2023, en plus de la demande élevée en mélanges d'essence aux États-Unis et en Nord-Ouest de l'Europe.

Généralement, la pétrochimie prend le relais en tant que principal moteur de la demande au cours du deuxième et du troisième trimestre de chaque année, après le désintérêt des secteurs des mélanges d'essence pour le butane et la diminution de la consommation résidentielle de chauffage et de cuisson avec la fin de la saison hivernale.

Durant la période d'avril à juillet 2023, la consommation pétrochimique du GPL, en tant que substitut du naphta, a enregistré une chute notable, tirée par les faibles taux d'exécution dus à la faiblesse de la demande en aval. La baisse de la demande asiatique a été accentuée par la diminution de la consommation de naphta, impactée pendant une partie du deuxième trimestre par la période de maintenance des vapocraqueurs et la faible demande en aval. Cela a entraîné une chute des taux d'utilisation des craqueurs, atteignant leur niveau le plus bas depuis au moins 2021. En conséquence, l'activité industrielle en Chine a été modérée, et l'indice des directeurs d'achat de l'industrie manufacturière du pays a montré une contraction du secteur au cours du deuxième trimestre.

En Europe, la diminution de l'utilisation pétrochimique a été plus marquée qu'en Asie. En effet, l'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier en Europe a atteint en juillet son niveau le plus bas depuis le début de la pandémie, et même avant cela, depuis la crise financière de 2008. Cette demande plus faible que la normale a été exacerbée par la baisse de la consommation de butane dans les mélanges d'essence en raison de difficultés à se procurer certains composants de qualité supérieure pour les mélanges d'essence. Cette situation a limité la production globale d'essence, ce qui a à son tour réduit la demande de mélange de butane.

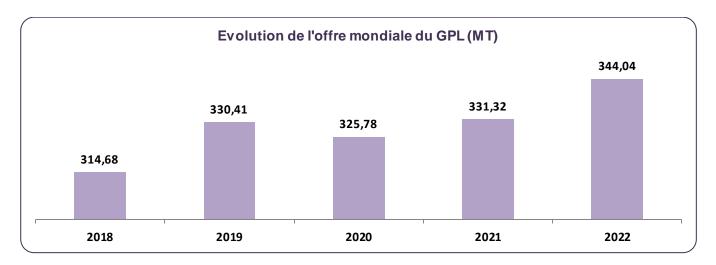
Aux États-Unis, la demande intérieure de propane et de butane est restée faible en raison de la période estivale peu propice, tandis que le secteur pétrochimique ne présente aucune perspective encourageante. En effet, le prix de l'éthane, la matière première privilégiée par la plupart des vapocraqueurs, demeure nettement inférieur aux prix du GPL, incitant ainsi les acheteurs du secteur pétrochimique à maintenir un taux d'alimentation principalement composé d'éthane.

En se basant sur ces considérations, les dernières prévisions indiquent que la demande mondiale de GPL pourrait s'établir à 348,07 millions de tonnes en 2023, marquant ainsi une croissance moins prononcée (+1,79 %) par rapport à celle enregistrée en 2022, avant d'anticiper une augmentation de 3,2 % en 2024.

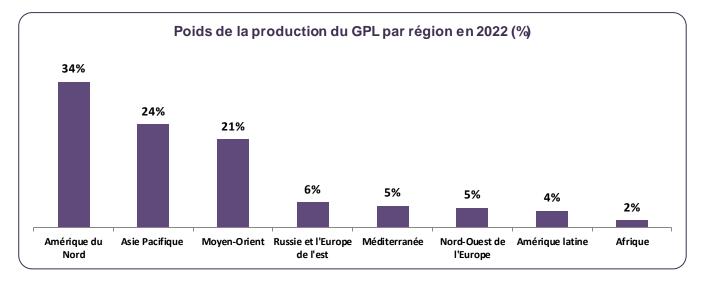
I.2.1.2. Offre mondiale de GPL

La production mondiale du GPL a progressé de 3,63 % en glissement annuel pour s'établir à 344 MT en 2022. Les États-Unis sont restés le moteur de la croissance de l'offre de GPL, leur production ayant augmenté de 6,6 % pour dépasser 97 millions de tonnes pour la première fois, ce qui représente 28 % du total mondial. La majeure partie de cette augmentation provient des flux toujours croissants de liquides de gaz naturel provenant des gisements de schiste en amont. La production de la Chine, deuxième producteur mondial de GPL, s'est établie à 48,2 MT en augmentant de 1,4 % en 2022, contre 7,4 % en glissement annuel. Ce recul du taux de croissance est attribué au repli de l'output des raffineries chinoises (qui représente la totalité du GPL produit) en raison des restrictions encadrant la politique « zérocovid » du pays.

D'autres augmentations notables de la production ont eu lieu en Moyen-Orient (+10,9 %) et au Canada (+7 %), alors que les productions russes et méditerranéennes ont enregistré une quasi-stagnation. En revanche, le GPL produit en Nord-Ouest de l'Europe a enregistré une chute de plus de 12 %, avec une chute de la production de près d'un quart en Norvège en glissement annuel.



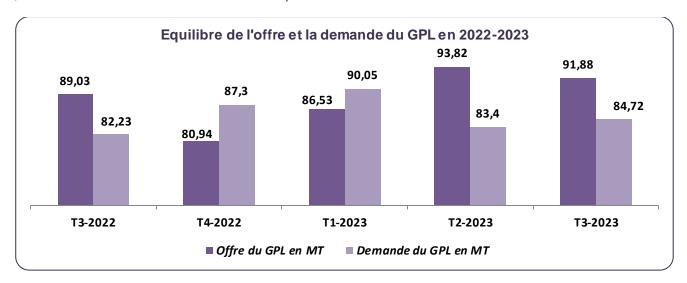
Source: Argus Media et IHS markit



Source: Argus Media et IHS markit

Au cours du second semestre de l'année 2022 et au début de 2023, la contraction des marchés du gasoil a exercé une influence notable sur la production de GPL en Europe et en Asie. Dans leur quête pour maximiser la production de distillats moyens, les raffineurs ont augmenté l'approvisionnement en butane, mais cela a été interrompu par les grèves survenues dans les raffineries françaises, freinant ainsi la croissance de la production de GPL issue du raffinage en Europe.

La production américaine abondante en GPL, ainsi que l'augmentation des approvisionnements en provenance des États-Unis et du Moyen-Orient, ont conduit les principales régions importatrices de GPL, principalement l'Europe et l'Asie, à être en excédent de butane pour toutes les tailles de cargaisons. Cela s'est produit à l'approche de la fin de la période de forte demande.



Source: Argus Media et IHS markit

Avec la baisse saisonnière de la demande à partir de mars, l'augmentation des exportations américaines, soutenue par la hausse de la production de schiste, a continué de peser lourdement sur les fondamentaux du marché, pour que l'offre mondiale dépasse la demande mondiale de plus de 10,4 MT au deuxième trimestre de l'année 2023, soit le deuxième plus haut niveau historique observé. Cet excédent du produit a consolidé les stocks chez les grands consommateurs du GPL, parallèlement à la constitution des réserves en USA après la fin de la saison des mélanges d'essence. Suite aux limitations imposées par l'OPEP+ en juillet, les exportations saoudiennes ont totalisé 453 KT au titre dudit mois, contre une moyenne mensuelle de 790 KT au cours des mois du premier semestre de l'année. À cet effet, l'excédent prévisionnel a été réduit à 7,16 millions de tonnes au troisième trimestre de 2023.

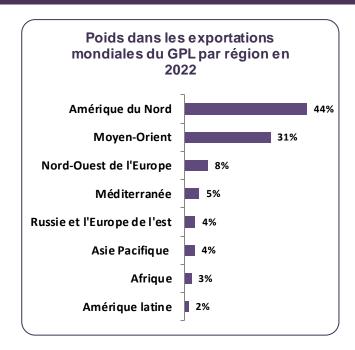
Selon les récentes prévisions, il est estimé que l'offre mondiale de gaz de pétrole liquéfié (GPL) atteindra 355,61 MT en 2023, ce qui représente une croissance de 3,36 %. Cette croissance devrait se poursuivre en 2024, avec une augmentation prévue de l'offre mondiale de 10,35 MT.

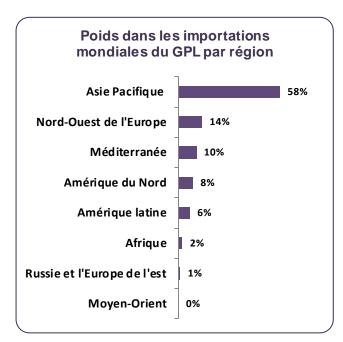
I.2.1.3. Echanges mondiaux de GPL

Le commerce international du GPL a maintenu sa dynamique, avec une offre exportable américaine prépondérante et une demande d'importation vigoureuse en provenance de l'Asie.

En 2022, les États-Unis ont maintenu leur position dominante sur le marché international des exportations de GPL, expédiant plus de 53,3 MT, ce qui représente une quantité supérieure de 10,5 MT (soit quatre fois les importations de GPL d'un pays tel que le Maroc) par rapport aux exportations cumulées de l'ensemble des pays du Moyen-Orient. Il est à noter que l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient ont conjointement contrôlé trois quarts des exportations mondiales de ce produit.

En ce qui concerne les importations, l'Asie demeure le principal client du GPL, représentant 58 % des importations mondiales de ce produit. Parmi les cinq premiers importateurs mondiaux de GPL, la Corée du Sud a connu la croissance la plus significative, avec une augmentation de 9,85 % en glissement annuel, tandis que la Chine, en tant que premier importateur mondial de GPL, a augmenté ses importations de 7,36 % en 2022 par rapport à 2021. Pour répondre à leurs besoins en butane principalement, l'Indonésie et l'Inde ont augmenté leurs approvisionnements de l'extérieur, respectivement, de 5,5 % et de 4,56 % en 2022 par rapport à 2021, tandis que le Japon a enregistré le taux de croissance le plus faible parmi les cinq premiers importateurs, soit 3,3 % en variation annuelle.



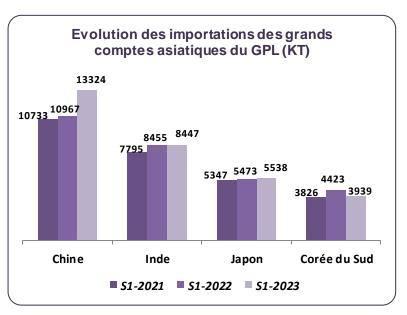


Source: EIA, Aramco, Argus, IHS Merkit, Direction Norvégienne du pétrole, Platts

Le marché asiatique a connu une forte compétition entre les fournisseurs américains et ceux du Moyen-Orient en ce qui concerne les importations du GPL. En 2021, les États-Unis étaient le premier fournisseur de GPL en Chine, mais depuis, ils ont été dépassés par les pays du Moyen-Orient. En 2022, les États-Unis représentent 40% des importations de GPL en Chine, tandis que les pays du Moyen-Orient fournissent près de la moitié du GPL importé par la Chine.

En ce qui concerne le marché indien, il semble que les pays du Golfe dominent toujours les importations de GPL en Inde. En revanche, les marchés sud-coréen et japonais dépendent principalement des importations en provenance des États-Unis, avec des parts de marché respectives de 80% et 70% en moyenne.





Source :EIA

En 2023, les exportations américaines de gaz de pétrole liquéfié (GPL) ont atteint un nouveau sommet au premier semestre, totalisant 30 millions de tonnes, soit une augmentation de plus de 9 % par rapport à l'année précédente. Les expéditions de butane ont également atteint un nouveau record semestriel historique, s'élevant à 7,73 millions de tonnes, enregistrant une

hausse de 12 % en glissement annuel et de 8,5 % par rapport au semestre précédent. Les exportations de GPL américaines ont touché plus de 40 pays à travers le monde, ce qui en fait le spectre d'exportation le plus diversifié à l'échelle internationale de ce produit.

En ce qui concerne les importations, une tendance inhabituelle cette année est la forte augmentation des quantités de GPL (butane et propane) importées par la Chine. Ces importations ont atteint un nouveau record de 13,32 MT, enregistrant une hausse considérable de 21,5 % en glissement annuel et de 12,4 % en variation semestrielle. Cette croissance notable des importations chinoises peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment une offre abondante sur le marché international, conjuguée à une diminution marquée des prix du butane et du propane au cours du premier semestre de l'année. De plus, l'entrée en service de plusieurs unités d'hydrogénation du propane en 2023 a également encouragé les opérateurs chinois à constituer des stocks pour répondre à une demande en hausse.

En ce qui concerne les trois autres grands comptes asiatiques d'importation, une tendance notable a été observée au cours du premier semestre de l'année 2023. L'Inde et la Corée du Sud ont enregistré des baisses disproportionnées de leurs importations, avec des diminutions de 1 % et 11 % respectivement par rapport à la même période de l'année 2022. En revanche, le Japon a connu une légère augmentation de ses importations, enregistrant une hausse de 1,2 % en glissement annuel pour la même période.

I.2.2. Evolution des cours mondiaux du gaz butane

► Evolution du cours du gaz butane en 2022

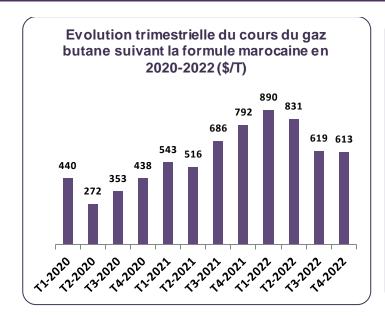
En 2022, le cours annuel moyen du gaz butane, suivant la formule marocaine, a atteint son plus haut niveau en huit ans en s'élevant à 739 \$/T, pour enregistrer une hausse de 105 \$/T en glissement annuel.

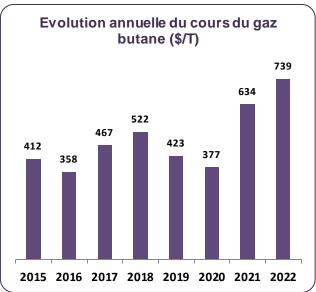
Contrairement à la tendance saisonnière habituelle, où les prix du butane augmentent généralement au quatrième trimestre de chaque année, la formule marocaine du gaz butane a connu une diminution au cours du quatrième trimestre de 2022. Les prix sont passés d'une moyenne trimestrielle de 890 \$/T au premier trimestre de cette année à 613 \$/T au quatrième trimestre de 2022, marquant ainsi une baisse de 31 %.

Après une forte diminution des prix de la tonne de gaz butane au cours de la période d'avril à septembre 2022, la formule marocaine a enregistré une augmentation de 21 \$/T, en glissement mensuel, en octobre. Cette hausse a été influencée par l'augmentation des prix du pétrole brut et du naphta, ainsi que par la reprise de la demande euro-méditerranéenne pour ce produit.

La formule marocaine a enregistré une baisse d'environ 2% en glissement mensuel. Cette diminution est survenue en parallèle avec la baisse des prix de l'essence aux États-Unis et la fermeture de l'arbitrage entre l'Europe et les USA en ce qui concerne le cours de l'essence. Cette situation a réduit la demande de butane pour les mélanges d'essence dans la région.

Ensuite, en raison de températures constamment supérieures à la moyenne et d'un programme d'importation plus large en provenance des États-Unis, la formule marocaine a été soumise à des pressions à la baisse, ce qui a entraîné une moyenne de 575 \$/T en décembre 2022, soit le plus bas niveau enregistré depuis juin 2021.



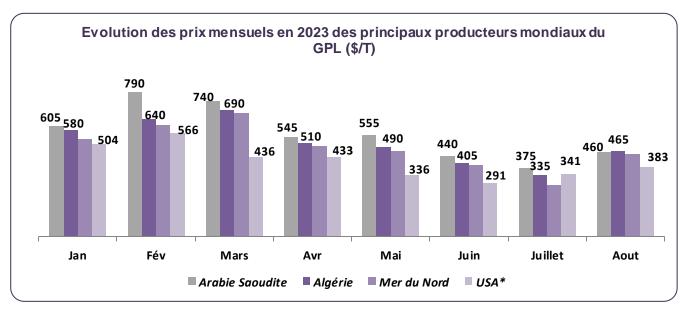


Source: Platts, EIA

► Evolution du cours du gaz butane en 2023

En 2023, les principaux repères régionaux des prix du gaz butane, principalement influencés par les producteurs, ont enregistré une tendance à la baisse notable au cours de la période s'étalant de mars à juillet 2023. Cette décroissance a été le résultat de facteurs conjoncturels liés, à la fois, à l'offre et à la demande, générant une faiblesse plus prononcée des prix par rapport à la baisse saisonnière habituelle.

En février, Aramco avait maintenu son prix mensuel à 790 \$/T, en raison d'une diminution de la disponibilité immédiate du butane due à la maintenance de la raffinerie de Yanbu. Cependant, par la suite, Aramco a continué à réduire progressivement son prix mensuel CP, le ramenant à 375 \$/T en juillet, marquant ainsi son niveau le plus bas en 34 mois. La faiblesse des prix du butane a dominé le marché du GPL en juillet, malgré les réductions de production de l'OPEP+ et le prix mensuel ANSI de la Mer du Nord atteignant son plus bas niveau depuis juillet 2020 avant de reprendre son ascension, en suivant la tendance des autres benchmarks, à l'approche de la haute saison de la demande.

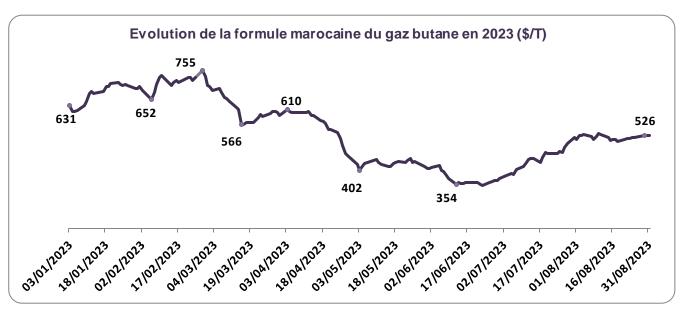


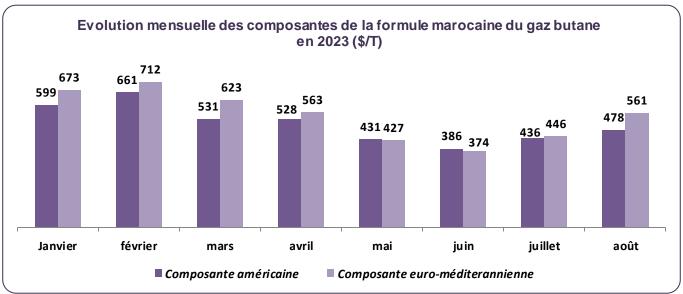
*Hors terminalling

Source : Platts et Argus Media

▶ Evolution du cours du gaz butane suivant la formule marocaine en 2023

Le cours du gaz butane suivant la formule marocaine a oscillé, au titre de la période janvier-août 2023, dans une fourchette comprise entre 349 \$/T et 755 \$/T, soit une moyenne de 541 \$/T contre 800 \$/T en glissement annuel, enregistrant ainsi une baisse de 32 %. La formule marocaine a suivi une tendance à la hausse au cours des deux premiers mois de l'année, conformément à son schéma saisonnier habituel. Cependant, à partir du mois de mars, sa trajectoire s'est inversée de manière significative, et ce jusqu'au mois de juin, en raison d'une offre abondante et d'une demande considérablement affaiblie. L'augmentation enregistrée depuis le mois de juillet est attribuée au renforcement des fondamentaux du marché mondial du gaz de pétrole liquéfié (GPL), en particulier dans la région euro-méditerranéenne.





Source: Platts et OPIS

L'instabilité marquée de la formule marocaine, qui repose sur une moyenne pondérée des deux composantes américaine et euro-méditerranéenne, est le résultat des événements qui influencent l'évolution des cours du gaz butane en provenance des États-Unis d'une part, et de la région euro-méditerranéenne d'autre part. Ainsi, les principaux éléments saillants décrivant le comportement de ces deux marchés, se présentent comme suit :

La composante euro-méditerranéenne :

Au cours du mois de janvier, les prix du butane en provenance de la région euroméditerranéenne, acheminé par des navires de type Coaster, ont enregistré une augmentation significative de plus de 31 \$/T en glissement mensuel, atteignant ainsi un niveau de 673 \$/T. Cette évolution tarifaire a été principalement attribuée à la montée des cours du Brent, mais elle a trouvé son origine principalement dans une demande soutenue dans le secteur pétrochimique, consécutive à la flambée des références du naphta en Europe, en anticipation de l'entrée en vigueur d'un embargo sur les produits pétroliers en provenance de la Russie (principal fournisseur du naphta pour l'Europe).

En février, cette tendance à la hausse s'est maintenue, conduisant ainsi à une augmentation mensuelle d'environ 40 dollars par tonne pour la composante euro-méditerranéenne, atteignant ainsi le sommet de l'année. Cette montée en flèche sur le marché euro-méditerranéen découle de plusieurs facteurs, à savoir la réduction des importations spot en provenance des États-Unis, une offre locale restreinte ainsi que la nécessité de reconstituer les stocks après la saison hivernale, juste avant la période de forte demande en Afrique du Nord due à l'approche du mois du Ramadan.

Au cours du deuxième trimestre, la composante euro-méditerranéenne a fait face à d'importantes pressions baissières, ce qui a entraîné une baisse moyenne de 47 % en juin par rapport au pic enregistré en février. Cette situation s'explique principalement par l'abondance du gaz butane produit localement, ainsi que par les importations massives en provenance des États-Unis. Parallèlement, la demande faible en provenance des mélangeurs d'essence et des craqueurs pétrochimiques, conjuguée à la chute des prix du naphta, ont conduit à un niveau bas du ratio butane/naphta, qui n'avait pas été observé depuis août 2019.

Cette situation, couplée à la diminution de la demande liée à la cuisson et au chauffage en Afrique du Nord, a indubitablement contribué de manière substantielle à l'accroissement des niveaux de stocks chez les grands pays consommateurs du produit.

Pendant la période de juillet à août, les valeurs ont connu une nette augmentation, en raison de la persistance d'achats significatifs dans la région de l'ouest de la Méditerranée, notamment au Maroc. Cette demande survient à un moment où l'économie du transport transatlantique de GPL est devenue non viable depuis le mois d'avril, ce qui restreint les importations de GPL au Maroc en provenance des États-Unis.

La composante américaine :

Les prix du butane à Mont Belvieu ont connu une augmentation de 15 % (+80 \$/T) en comparaison mensuelle en début d'année. Cette augmentation est attribuée à la forte demande des mélangeurs à la fin de la saison de l'essence d'hiver, malgré une baisse des contrats à terme sur l'essence. De plus, la composante américaine a été renforcée par l'augmentation de la demande rurale en Chine pour le GPL, notamment en raison des vacances du Nouvel An lunaire qui se sont déroulées du 21 au 27 janvier.

Malgré la régression du cours moyen mensuel du WTI au cours du mois de février, la référence américaine du gaz butane a maintenu sa tendance à la hausse, à l'instar des autres benchmarks internationaux, en augmentant de 62 \$/T en glissement mensuel pour s'établir en moyen à 661 \$/T en février. Cette évolution s'explique par une saison de brouillard exceptionnellement dure ayant sévi sur la côte du Golfe du Mexique, engendrant un retard significatif dans le chargement des navires, tant à Houston qu'à d'autres ports avoisinants. En conséquence, la disponibilité des cargaisons au comptant dans les terminaux de gaz de pétrole liquéfié (GPL) s'est vue sensiblement réduite, induisant ainsi une augmentation des prix au cours du mois de février.

La composante américaine du gaz butane a connu une baisse continue au cours de la période de mars à juin 2023. Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs, notamment la faiblesse de la demande saisonnière des mélanges d'essence aux États-Unis, la situation confortable des stocks de butane aux États-Unis, le déclin de la demande d'importation de grands consommateurs asiatiques tels que l'Indonésie, l'Inde et la Chine, ainsi que la fermeture des opportunités d'arbitrage avec la Méditerranée et l'Europe du Nord-Ouest.

Cependant, cette tendance à la baisse s'est inversée à partir du mois de juillet, suite aux réductions de production mises en place par l'OPEP+ à cette période.

I.3. Marché sucrier

I.3.1. Commerce international du sucre

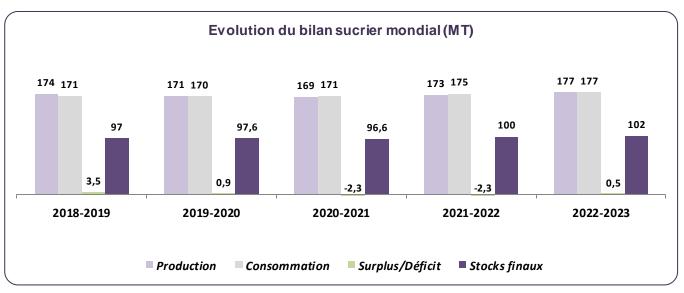
I.3.1.1. Production et consommation mondiales du sucre

Au titre de la campagne 2022/2023, le marché du sucre a été marqué par une complexité et une volatilité sans précédent. Les acteurs du marché mondial du sucre ont été confrontés à une série de défis, alimentés par des facteurs variés. Les fluctuations dans la production, résultant de conditions climatiques sèches et imprévisibles dans les principales régions productrices combinées à des contraintes logistiques dans certains pays ont induit un resserrement des disponibilités exportables en sucre et ont eu en conséquence un impact significatif sur les cours mondiaux de ce produit qui ont atteint leur plus haut niveau depuis dix ans.

Aussi, l'évolution économique mondiale, avec la hausse continue de l'inflation et des taux d'intérêt pour y remédier, a également joué un rôle clé dans ladite complexité en ce qui concerne les changements dans les arbitrages et les politiques du commerce extérieur des pays producteurs et exportateurs. En sus, le secteur sucrier, nécessitant beaucoup d'énergie pour son industrie, a subit essentiellement les effets de la montée des prix du gaz suite à la guerre en Ukraine.

► Production mondiale du sucre :

Après deux années successives de déficit, le marché du sucre se présente au terme de la saison 2022/23 avec un modeste excédent, et des prévisions de hausse des prix mondiaux de cette matière première essentielle.



Source: ISO

Pour la saison 2022/23 (depuis octobre 2022 à septembre 2023), la production mondiale de sucre devrait atteindre, selon les prévisions de l'Organisation Internationale du Sucre (ISO),

un niveau de 177,024 millions de tonnes, soit une augmentation de 2,62% par rapport à l'année précédente, en raison d'une reprise significative du secteur au Brésil, le premier producteur et exportateur mondial de sucre, et une stabilisation relative de la récolte en Inde. Tandis que la consommation devrait s'élever à 176,53 millions de tonnes, laissant un surplus de 0,5 million de tonnes sur le marché mondial contre des prévisions initiales tablant sur plus de 4 millions de tonnes. Quant aux stocks finaux, ils sont estimés à 101,57 millions de tonnes à la fin de la saison, presque le même niveau de la campagne précédente.

Pour cette campagne, les facteurs liés aux contraintes logistiques observées dans les ports brésiliens ralentissant les expéditions, la limitation des exportations par l'Inde, les prévisions de mauvaises récoltes dans la zone asiatique et la forte probabilité d'apparition de l'événement climatique El Niño ont déstabilisé le marché sucrier au vu du risque de baisse des stocks mondiaux en cette denrée. En conséquence, les cours mondiaux du sucre ont franchi des niveaux élevés, inversement à la majorité des matières premières.

Au brésil, la production de sucre de canne a atteint un niveau important de près de 40 millions de tonnes selon les analystes du marché. Cependant, les énormes récoltes de soja et de maïs ont entrainé plus de pressions sur les moyens logistiques dans les ports brésiliens créant ainsi une concurrence atroce pour le sucre. Cette situation qui a freiné la cadence des exportations de sucre, a induit une prévision de manque sur le marché par les spéculateurs.

En Inde, la production du sucre blanc a atteint, au titre de cette campagne, près de 36 millions de tonnes et pourrait chuter, selon les analystes du marché de plus de 3% au cours de la prochaine saison 2023/24. Au titre de cette campagne, il a été procédé à l'instauration du principe des quotas d'exportation limités à 6,1 millions de tonnes de sucre pour donner la priorité au besoin local, contenir la flambée du prix intérieur de ce produit de base et octroyer un volume suffisant à la production d'éthanol. Cette situation a rétrécit encore l'offre et a stimulé la hausse des cours mondiaux du sucre sur fond d'inquiétudes sur l'approvisionnement.

A noter qu'il est prévu que l'Inde interdise aux usines locales d'exporter du sucre au cours de la prochaine saison débutant en octobre 2023, interrompant les expéditions pour la première fois en sept ans, en raison du manque de pluie qui a réduit les rendements de la canne à sucre. Ainsi, ce retrait est susceptible d'augmenter les prix de référence du sucre à New York et à Londres, qui atteignent déjà des records sur plusieurs années, ce qui fait craindre une reprise de l'inflation alimentaire mondiale.

Concernant la Thaïlande, le troisième plus grand exportateur de sucre au monde, sa production pour 2022/23 s'est établie à près de 11 millions de tonnes, contre 10 millions de tonnes produites en 2021/22. L'augmentation de la production de sucre est due à un taux d'extraction record malgré le manque d'engrais. A noter qu'au vu des conditions météorologiques défavorables, la production de ce pays pourrait chuter, selon les analystes du marché, à 9 millions de tonnes en 2023/24.

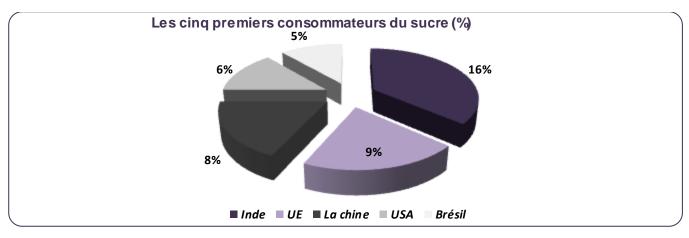
Pour l'Union européenne, sa production de sucre de betterave a reculé de 1,554 millions de tonnes en 2022/23 par rapport aux 17 millions de tonnes produites en 2021/22. La vague de chaleur continue et la sécheresse à la fin de l'été ont réduit les rendements.

Au Pakistan, les inondations ont eu un impact significatif sur la production de sucre de canne pour la saison 2022/23, passant à un niveau de 7,2 millions de tonnes contre 8,6 millions de tonnes (-16%) au titre de la saison précédente.

En 2022/23, la production de sucre de canne en Chine a atteint 8,6 millions de tonnes, et 1,1 millions de tonnes de sucre à betterave. La récolte de canne à sucre pour ladite saison s'est achevée en avril, avec une superficie légèrement augmentée par rapport à la saison précédente, bénéficiant d'une récolte précoce.

▶ Consommation mondiale du sucre

En termes de demande, la consommation mondiale de sucre s'élève à 176,51 millions de tonnes pour la campagne sucrière 2022/23. Les principaux consommateurs de sucre sont l'Inde, l'Union européenne et la Chine, affichant une demande importante pour cette denrée. Les principaux facteurs qui influencent la demande du sucre sont la croissance démographique, les revenus par habitant ainsi que le prix du sucre en comparaison avec d'autres produits de substitution (le miel, la stevia ...).

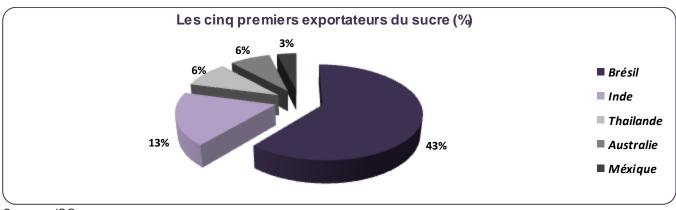


Source: ISO

L'Inde est en tête des pays consommateurs du sucre avec une consommation de 29,5 MT, ce qui reflète la taille considérable de sa population et son rôle majeur sur la scène mondiale. L'Union européenne (UE) occupe la 2^{ème} position avec une consommation de 17 MT. La Chine et les États-Unis affichent des niveaux de consommation de 15,5 MT et 11,5 MT respectivement. Le Brésil, malgré son rôle de producteur principal mondial de sucre, sa consommation intérieure se limite à 9,5 MT.

I.3.1.2. Echanges mondiaux de sucre

Les échanges mondiaux du sucre entre les pays se sont élevés, au titre de la campagne 2022/23, à 63 millions de tonnes de la production mondiale dont 62 % sont en sucre brut et 38% en sucre blanc. Le Brésil maintient sa position en tant que leader mondial des exportations agricoles, avec un volume de 27 millions de tonnes (MT) de sucre, ce qui représente plus de 43% des exportations au monde pour la campagne 2022/23. L'Inde a occupé la deuxième position avec une quantité quota de 6,1 MT. La Thaïlande, quant à elle, a maintenu sa position en tant qu'acteur clé avec 4 MT exportées. L'Australie a également contribué avec 3,5 MT, consolidant sa présence sur le marché mondial. Le Mexique a exporté 1,7 MT, de manière plus modeste par rapport aux autres pays mentionnés.



Source: ISO

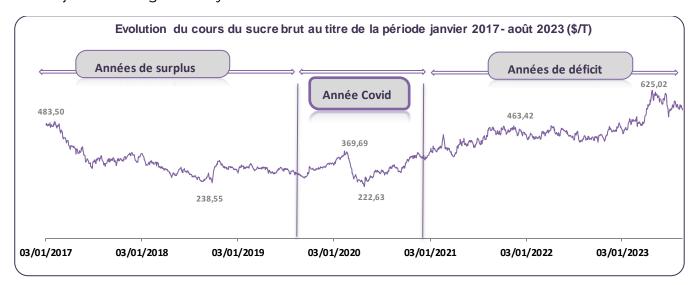


I.3.2. Evolution des cours mondiaux du sucre brut

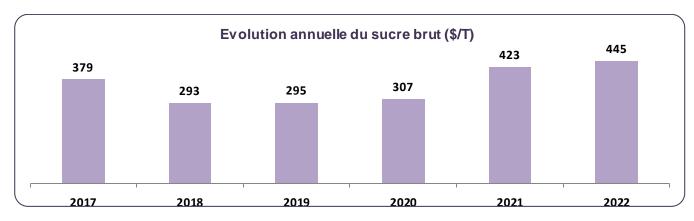
► Evolution des cours du sucre brut : Une vue d'ensemble

Durant la période 2017-2023, les cours internationaux du sucre brut ont enregistré une très forte volatilité imputée essentiellement sur les disponibles exportables.

- Période de surplus (2017-2019): Entre les années 2017 et 2019, le marché du sucre a été caractérisé par une période de surplus de production. En conséquence, les cours du sucre ont été relativement bas pendant cette période, car les producteurs étaient confrontés à une pression importante pour écouler leurs stocks excédentaires;
- Période de la pandémie de Covid-19 (2020-2021): La pandémie de Covid-19, qui a frappé le monde entier, a eu un impact significatif sur l'industrie du sucre. Les années 2020 et 2021 ont été marqués par une baisse de la consommation de sucre, en raison des restrictions imposées par les mesures de confinement et des changements de comportement des consommateurs. Les fermetures temporaires d'établissements de restauration, les annulations d'événements publics et les changements dans les habitudes alimentaires ont contribué à une diminution de la demande de sucre, ce qui a entraîné une pression à la baisse sur les prix;
- Période de déficit (2022-2023): à partir de l'année 2022, le marché mondial du sucre a connu un changement majeur en raison essentiellement du repli des quantités à exporter. Ainsi, les cours mondiaux du sucre ont atteint des niveaux records en 2023, jamais enregistrés il y'a 10 ans.



Source : Bloomberg adapté.

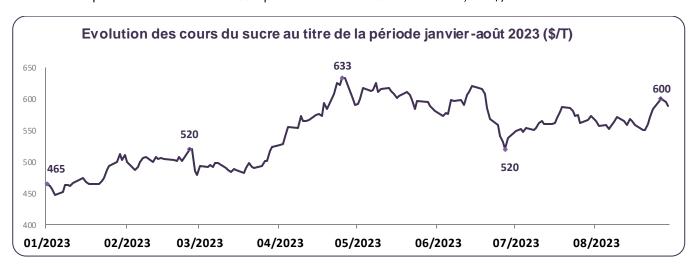


Source: Bloomberg adapté.

Evolution des cours du sucre brut en 2023

Les cours du sucre brut ont été très tendus au titre de la période allant du 1er janvier au 31 août en variant dans une fourchette allant d'un minimum 448 \$/T et un maximum de 633 \$/T, soit une moyenne de 542 \$/T, en hausse de 23 % en glissement annuel. Ainsi, l'évolution trimestrielle des cours dudit produit s'est présentée comme suit :

- Premier trimestre 2023 : Au terme de la période s'étendant du 1er janvier à fin mars, la moyenne du cours s'est établie à 490 \$/T. Le prix le plus bas enregistré a été de 448 \$/T, tandis que le prix le plus élevé a atteint 524 \$/T. Au début du trimestre, les prix était relativement stables, avec quelques légères baisses. Cependant, à partir du 10 janvier 2023, les prix commençaient à augmenter progressivement. La tendance à la hausse s'est poursuivie jusqu'à la fin du trimestre, avec quelques variations quotidiennes;
- Deuxième trimestre 2023: Au cours du deuxième trimestre, le cours moyen enregistré a été de 588 \$/T, oscillant entre un prix plancher de 520 \$/T et un pic de 633 \$/T. En effet, la tendance haussière des prix s'est poursuivie accompagnée d'une plus grande volatilité;
- Juillet-août 2023: Au cours de la période allant du 1er juillet au 31 août, la montée des cours du sucre brut s'est maintenue. Les prix ont affiché une fluctuation notable, évoluant entre un minimum de 546,76 \$/T et un maximum de 600,32 \$/T. La moyenne des prix au cours de cette période s'est établie à 566,59 \$/T.



Source: Bloomberg adapté.

I.4. Marché céréalier

1.4.1. Commerce international des céréales

I.4.1.1. Production et consommation mondiales des céréales

► Production mondiale des céréales

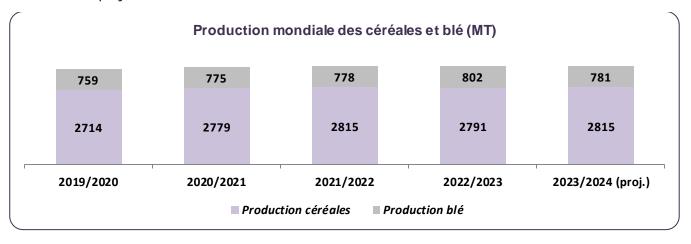
Selon les prévisions de la FAO publiées en mois de septembre 2023, la production mondiale de céréales au titre de la campagne 2022/23 s'élève à un niveau record de 2 815 millions de tonnes, enregistrant une hausse de 0,9 % par rapport à la campagne précédente et un niveau équivalent au record atteint en 2021.

Concernant la production mondiale en blé s'élevant à 781 millions de tonnes, elle a accusé au



titre de cette année une baisse de 3% par rapport à l'année précédente mais demeure à des niveaux supérieurs par rapport aux années 2019, 2020 et 2021. Les prévisions pour la production de cette denrée dans l'Union européenne ont été revues à la hausse, grâce à des conditions météorologiques globalement favorables qui ont conduit à des rendements légèrement supérieurs aux attentes. Cependant, ces augmentations ont été contrebalancées par la forte baisse des prévisions de production en Australie en raison de conditions météorologiques plus sèches que la normale.

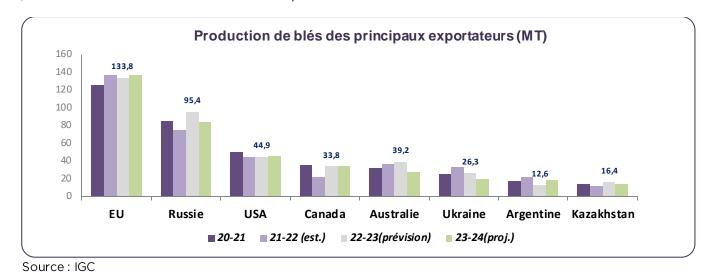
S'agissant des prévisions de la production mondiale de céréales secondaires en 2023, elles s'établissent à 1 511 millions de tonnes, en hausse de 2,7 % sur une base annuelle. Les prévisions de la production mondiale d'orge ont été légèrement relevées, principalement en raison des estimations plus élevées en Turquie. Aussi, la FAO a légèrement augmenté ses prévisions pour la production mondiale de riz pour 2023/24, atteignant 523,2 millions de tonnes (en équivalent de riz usiné), grâce à de meilleures prévisions de rendements au niveau de certains pays.



Source: FAO

Production du blé tendre par pays

La production de blé pour la saison 2022/23 se caractérise par des volumes variés dans différentes régions clés. L'Union européenne (EU) se démarque en tant que principal contributeur avec une production atteignant 133,8 millions de tonnes (MT). La Russie occupe le 2ème rang avec une production de 95,4 MT, confirmant son rôle majeur en tant que producteur de blé influant sur le marché international. De même, les États-Unis ont produit 44,9 MT de blé, tandis que le Canada a apporté 33,8 MT à la production mondiale. L'Australie, l'Ukraine, le Kazakhstan et l'Argentine ont produit 39,2 MT, 26,3 MT, 16,4 MT et 12,6 MT respectivement.

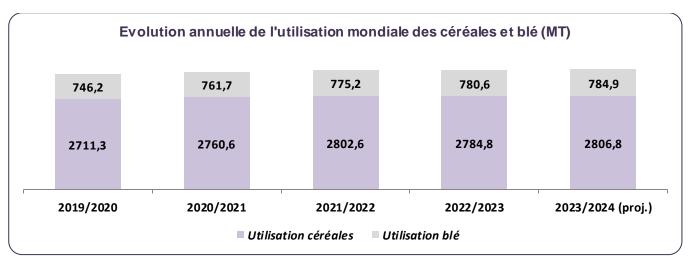


Utilisation mondiale des céréales

Les prévisions concernant l'utilisation mondiale de céréales pour la campagne 2023/24 s'élèvent à 2.807 millions de tonnes, soit une augmentation de 1% par rapport à la campagne 2022/23. Cette hausse est principalement due à une révision à la hausse de l'utilisation du blé atteignant 785 millions de tonnes, soit 0,6% de plus qu'en 2022/23. Cette situation s'explique par l'orientation d'une manière importante du blé pour l'alimentation animale.

Les prévisions de la FAO concernant l'utilisation totale de céréales secondaires pour 2023/24, s'élèvent à 1 501 millions de tonnes, en hausse 1,2 % par rapport à 2022/23. Cette évolution est principalement expliquée par la hausse attendue de l'utilisation du maïs, en particulier pour l'alimentation animale.

Les prévisions pour l'utilisation mondiale de riz en 2023/24 restent à 520 millions de tonnes, un niveau presque inchangé par rapport à 2022/23. Cette stabilité revient à la prévision d'une hausse de l'utilisation alimentaire de cette denrée en raison de la croissance démographique, contrebalancée par une diminution de son utilisation pour l'alimentation animale.



Source: FAO

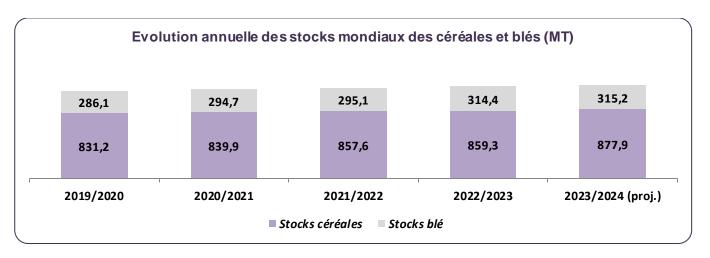
I.4.1.2. Stocks et échanges mondiaux des céréales

Stocks mondiaux des céréales

Selon la FAO, les prévisions récentes pour les stocks mondiaux de céréales en 2023/24 sont de 878 millions de tonnes, en hausse de 18,6 millions de tonnes (équivalant à 2,2 %) par rapport à la campagne précédente, qui était de 859,3 MT. Ainsi, le rapport stocks/utilisation resterait stable à 30,5 %, similaire à 2023/24 (30,6 %), indiquant une offre mondiale confortable historiquement.

Concernant les stocks mondiaux de blé, ils augmenteront légèrement de 0,3 % pour atteindre 315 millions de tonnes lors de la campagne 2023/24, comparé à 314,4 millions en 2022/23.

En ce qui concerne les stocks de céréales secondaires, ils connaîtront une augmentation de 4,3 % pour atteindre 365 millions de tonnes au terme de ladite campagne. S'agissant des stocks mondiaux de riz, ils devraient atteindre un niveau record de 198,1 millions de tonnes, en hausse de 1,4 % par rapport à 2022/23, principalement grâce à la Chine et l'Inde.



Source: FAO

► Echanges mondiaux des céréales

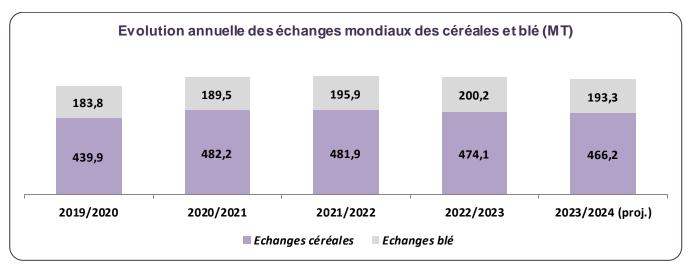
Selon les prévisions de la FAO, les échanges mondiaux de céréales en 2023/24 connaîtront une baisse de 1,7 % (-7,9 millions de tonnes) par rapport à 2022/23.

Les prévisions pour les échanges mondiaux de blé en 2023/24 se situent à 193 millions de tonnes, soit un recul de 3,5 % par rapport aux 200,2 millions de tonnes de 2022/23. Cette réduction est principalement due à la diminution des exportations en provenance d'Australie en raison d'une baisse de la production, ainsi qu'en provenance d'Ukraine en raison des perturbations liées à la guerre en cours, et à une baisse de la demande d'importation en Chine, en Turquie et dans l'Union européenne.

Les échanges mondiaux de céréales secondaires en 2023/24 devraient atteindre 220 millions de tonnes, ce qui représente une baisse de 0,8 % par rapport à 2022/23. La diminution prévue des échanges mondiaux de maïs en 2023/24 s'explique principalement par des ventes moins importantes que prévu des États-Unis en raison d'une réduction des perspectives de production, ainsi que de l'Ukraine en raison de l'arrêt de l'initiative céréalière de la mer Noire.

En ce qui concerne le riz, les échanges devraient atteindre 53,3 millions de tonnes à la fin de la campagne 2023/24, contre 52,4 millions de tonnes en 2022/23. Ces révisions sont largement

dues au renforcement récent des restrictions à l'exportation de riz par l'Inde, le premier exportateur mondial de ce produit.

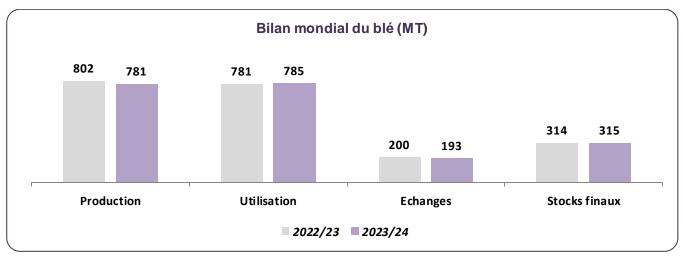


Source: FAO

Bilan mondial du blé

Pour la campagne 2022/23, les estimations indiquent une production de blé de 802 millions de tonnes, légèrement supérieure à la demande, qui s'élève à 781 millions de tonnes. Cette situation a conduit à une augmentation des stocks finaux de blé à 311 millions de tonnes, illustrant une certaine stabilité sur le marché et assurant une accalmie des cours mondiaux de ce produit.

Cependant, les prévisions pour la campagne 2023/24 montrent une légère baisse de la production à 783 millions de tonnes, soit le même niveau de la demande, ce qui devrait maintenir des stocks finaux à un niveau similaire de 314 millions de tonnes.



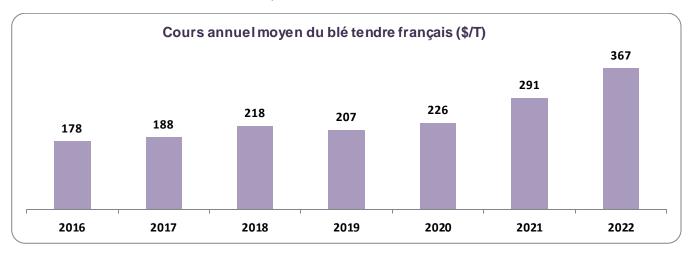
Source: FAO

1.4.2. Evolution des cours mondiaux du blé tendre

Évolution annuelle des cours du blé tendre

Au cours de la période 2016-2022, les perturbations dues aux conflits géopolitiques, aux intempéries et aux problèmes logistiques ont bouleversé les flux commerciaux traditionnels et ont entraîné la volatilité des prix au niveau du marché du blé. Les cours de ce produit ont atteint des sommets quasi historiques suite à la reprise post pandémie de covid-19 et de la

guerre en Ukraine. Ainsi, le cours international du blé tendre d'origine français est passé d'un minimum de 178 \$/T en 2016 à un pic de 367 \$/T en 2022.

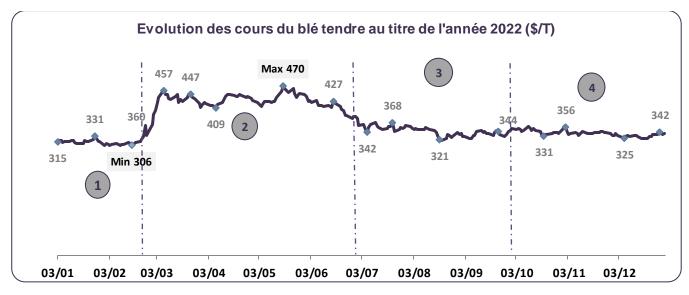


Source: IGC

► Evolution des cours du blé tendre en 2022

Le cours mondial du blé tendre a observé une volatilité spectaculaire au titre de l'année 2022 suite à la guerre en Ukraine. Il a évolué selon les quatre phases suivantes :

- o 1ère période (3 Janvier-23 février 2022): les cours du blé tendre ont oscillé dans une fourchette allant de 306 \$/T à 331 \$/T, soit une moyenne de 314 \$/T hors fret, en hausse de 11 % par rapport à la même période de l'année précédente suite à la reprise économique post COVID-19, et à la diminution des projections de production dans les principaux pays producteurs suite à une dégradation des conditions climatiques;
- 2ème période (24 février-30 juin 2022) : les cours du blé tendre ont fortement grimpé à des niveaux élevés suite au déclenchement de la guerre en Ukraine et les incertitudes liées au resserrement de l'offre mondiale suite à la suspension totale des exportations ukrainiennes et partielle des celles russes. Ainsi, ils ont oscillé dans une fourchette allant de 360 \$/T à 470 \$/T, soit une moyenne de 430 \$/T hors fret, en hausse de 116 \$/T par rapport à la première période;
- 3ème période (1er juillet-30 septembre 2022): les cours du blé tendre ont enregistré une accalmie en oscillant dans une fourchette entre 320 \$/T et 368 \$/T, soit une moyenne de 345 \$/T sous l'effet d'une amélioration des perspectives de production mondiale et d'une reprise des exportations ukrainiennes maritimes.
- 4ème période (1er octobre-31 décembre 2022): au cours du dernier trimestre de 2022, les prix du blé français ont enregistré une fluctuation notable. Le prix le plus bas a été de 323 \$/T, tandis que le prix le plus élevé a atteint 357 \$/T. En moyenne, le prix du blé français sur cette période s'est établi à 338,32 \$/T. Cette variation des prix reflète la volatilité du marché, influencée les conditions météorologiques et la demande mondiale.



Source: IGC

▶ Evolution des cours du blé tendre en 2023:

Les cours du blé tendre d'origine française se sont inscrits au titre de la période allant du 1er janvier au 31 août 2023 dans une tendance baissière par rapport aux niveaux historiques de l'année 2022 en oscillant dans une fourchette comprise entre 241 et 337 \$/T, soit une moyenne de 278 \$/T. Cette situation s'explique par le démarrage de l'année 2023 avec un stock initial important et la prolongation de l'initiative céréalière de la mer noire à juillet 2023.



Source: IGC

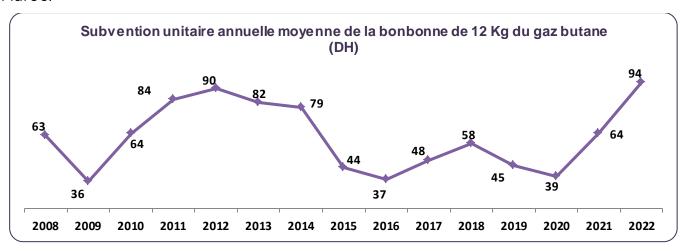
CHAPITRE II: EVOLUTION DE LA CHARGE DU SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS SUBVENTIONNES

II.1. Soutien du prix du gaz butane

II.1.1. Evolution des subventions unitaires du gaz butane

► Evolution annuelle des subventions unitaires du gaz butane

La subvention annuelle moyenne, octroyée pour une bonbonne de gaz butane de 12 kg, a manifesté une progression substantielle. Elle s'est accrue de 30 DH, équivalant à 75 % du prix de vente au consommateur, sur une base annuelle, atteignant ainsi la somme de 94 DH en l'année 2022. Ce montant de subvention représente la moyenne annuelle la plus élevée de subvention dans l'histoire depuis la mise en place du système de soutien au gaz butane au Maroc.

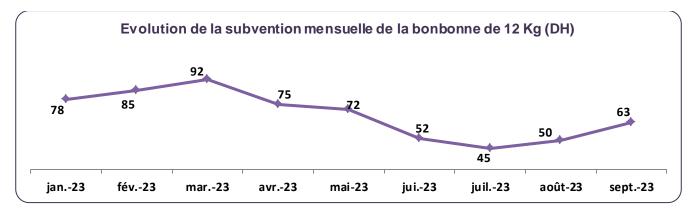


Source: Direction du budget

► Evolution des subventions unitaires du gaz butane au titre de la période janvier-septembre 2023

Au cours du premier trimestre de l'année 2023, la subvention accordée par l'Etat pour une bonbonne de 12 kg a poursuivi sa tendance haussière, atteignant son sommet en mars avec 92 DH, le niveau mensuel le plus élevé depuis juillet 2022, et constituant le soutien le plus haut de l'année 2023. À partir d'avril, cette tendance s'est inversée, aboutissant à une baisse significative de la subvention mensuelle pour la bonbonne de 12 kg, qui est passée à 45 DH en juillet, le niveau le plus bas enregistré depuis décembre 2020. Après cette réduction de plus de la moitié par rapport à mars, le soutien de la bonbonne de 12 kg a de nouveau augmenté pour atteindre 63 DH en septembre, soit une augmentation de 40 % par rapport à juillet 2023.

Il convient de noter que la subvention moyenne pour une bonbonne de 12 kg de gaz butane s'est élevée à environ 68 DH au titre de la période janvier -septembre 2023, ce qui représente une baisse de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente.



Source: Direction du budget

Durant les neufs premiers mois de l'année 2023, la part subventionnée moyenne du gaz butane a enregistré 62 % du prix d'achat réel, en baisse de 12 % en glissement annuel. En juillet, le poids du soutien de l'état, dans le coût de revient réel de la bonbonne de 12 kg, s'est établi au plus bas niveau depuis la pandémie de la covid-19.

Tableau: Taux de subvention du prix du gaz butane en 2023

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept
Coût de revient réel DH/B	118	125	132	115	112	92	85	90	103
Part de la subvention (%)	61%	68%	70%	65%	64%	57%	53%	54%	61%
Part du prix de vente (%)	39%	32%	30%	35%	36%	43%	47%	44%	39%

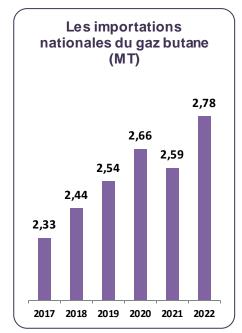
Source: Direction du budget

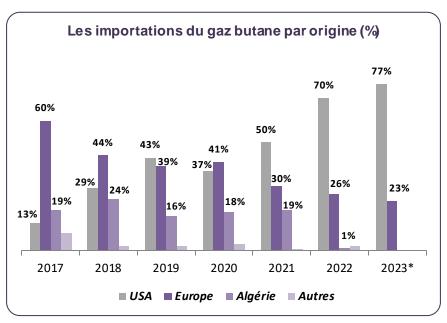
II.1.2. Importation et consommation nationales du gaz butane

▶ Evolution des importations

Après qu'elles ont accusé un recul de 2,7% en 2021, les importations nationales du gaz butane ont enregistré la plus forte augmentation durant les dernières cinq ans en progressant de plus de 7,3% en glissement annuel (le plus grand taux de croissance enregistré depuis 2014) pour s'établir à 2,78 MT en 2022, battant en conséquence le niveau record de l'année 2020.

A l'exception de l'année 2021 et depuis 2010, le Maroc a importé annuellement, en moyenne, 100 KT additionnelle pour satisfaire la croissance des besoins du marché national alors qu'en 2022 cette quantité s'est élevée à 190 KT.





* pour la période janvier-juin 2023

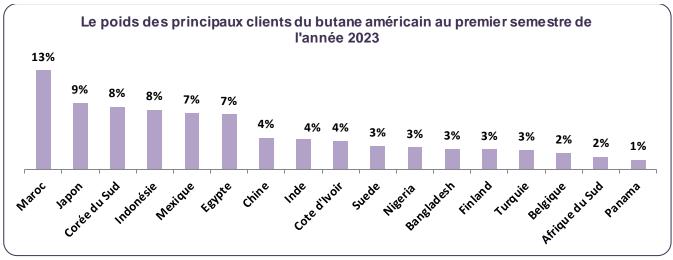
Source: Office des changes

S'agissant de la structure des importations, elle a subi des évolutions continues, résultant à la fois des circonstances internationales telles que les arbitrages, la disponibilité de l'offre et les facteurs géopolitiques, ainsi que des dynamiques nationales, notamment la variation saisonnière de la demande, la situation des réserves nationales, l'état de l'infrastructure d'approvisionnement nationale et les conditions climatiques.

En 2022, les États-Unis ont renforcé leur position de premier fournisseur sur le marché national du gaz butane, représentant désormais 70 % de la part du panier gazier importé. Depuis 2017, les expéditions de gaz butane en provenance des États-Unis ont considérablement augmenté, passant d'environ 300 KT (13 % des importations) à 1 959 KT en 2022, ce qui représente une croissance importante de 553 % au cours des cinq dernières années. A noter qu'au cours du premier semestre de l'année 2023, le gaz butane américain importé a atteint une part de 77 % du total des importations.

En ce qui concerne les importations de gaz butane en provenance de la région euroméditerranéenne, leur poids, tant en pourcentage qu'en volume, a considérablement diminué dans la composition des sources d'approvisionnement du Maroc, au profit du gaz butane américain. En effet, alors qu'en 2017, le gaz butane euro-méditerranéen représentait 79 % des approvisionnements totaux, équivalant à 1,84 MT, cette part a chuté à 27 % en 2022, soit l'équivalent de 751 KT, avant de baisser encore davantage à 23 % au cours du premier semestre de l'année 2023. Parallèlement, les importations en provenance de l'Algérie se sont réduites à néant en 2023, alors qu'elles représentaient près du quart des approvisionnements nationaux en 2018.

En ce qui concerne les exportations américaines de gaz butane, le Maroc a consolidé sa position en tant que principal client des États-Unis au cours du premier semestre de l'année 2023, surpassant ainsi des clients traditionnels tels que le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie.

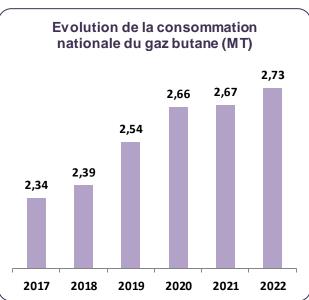


Source: Administration américaine de l'Information sur l'Energie (EIA)

▶ Evolution de la consommation

Après avoir enregistré sa croissance la plus faible des 20 dernières années en 2021, la consommation nationale a atteint un équivalent de 227,3 millions de bonbonnes de 12 kg (2,73 MT) en 2022, en enregistrant une augmentation de 2,23 % en variation annuelle.





Source : Caisse de compensation

Depuis la fin du dernier millénaire, la taille du marché marocain du gaz butane a pratiquement triplé en termes de consommation, ce qui positionne le Royaume parmi les plus grands marchés mondiaux pour ce produit. L'augmentation de la demande nationale peut être expliquée par divers facteurs, notamment la croissance de la population, l'urbanisation et l'amélioration du niveau de vie.

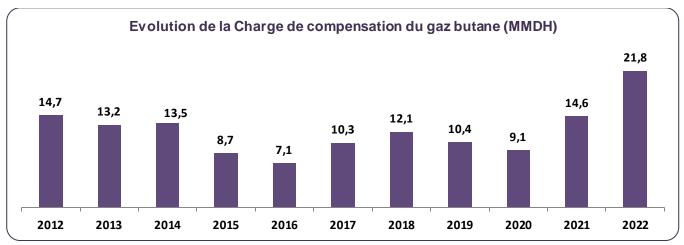
De surcroît, grâce aux efforts déployés par l'État, les citoyens marocains jouissent, en dehors des pays pétroliers de la région MENA, de l'un des prix les plus bas au monde, conjointement avec une chaîne d'approvisionnement hautement développée. En outre, le Maroc a observé une période prolongée de gel des prix des bonbonnes du gaz butane, contrairement à d'autres pays subventionnant le GPL, qui ont graduellement augmenté les tarifs à la consommation. Il convient de noter que la dernière révision des prix du gaz butane à l'échelle nationale remonte à l'année 1990.

II.1.3. Situation de la charge de compensation du gaz butane

► Charge de compensation du gaz butane en 2022

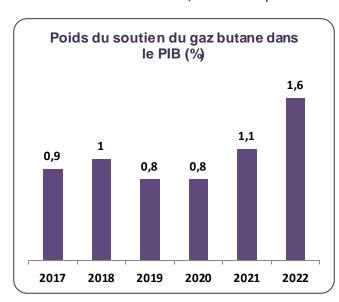
Pour la deuxième année consécutive, la charge de compensation du gaz butane a connu une augmentation importante en 2022, atteignant ainsi la somme de 21.812 MDH, soit un nouveau record historique en termes de soutien financier étatique accordé à ce produit.

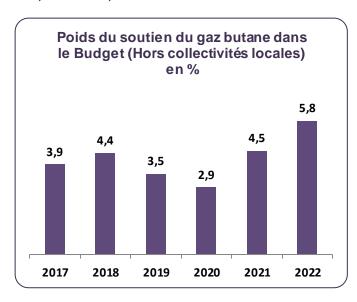
La flambée du cours du gaz butane en 2022 de 17 % en glissement annuel, conjuguée d'une montée de la consommation de plus de 2,2% par rapport à l'année 2021, a eu comme conséquence, une augmentation du soutien public de 7,2 milliards de DH en variation annuelle, représentant ainsi un effort budgétaire additionnel de 49 %.



Source: Caisse de Compensation et HCP

Durant les dix dernières années, l'Etat marocain a consacré 135,5 milliards de DH pour soutenir les prix à la consommation du gaz butane. Cette situation a considérablement accentué la pression sur les finances publiques, conduisant à une augmentation significative de la part de la subvention du gaz butane dans le produit intérieur brut, doublant entre 2019 et 2022. En comparaison avec les dépenses publiques, le poids de la subvention du gaz butane au Maroc est le plus élevé au monde, se démarquant nettement de la fourchette observée dans les grands pays subventionnant la consommation de ce produit, tels que l'Inde, l'Égypte, l'Indonésie et la Tunisie, où cette part varie de 0,20 % à 2,7 %.





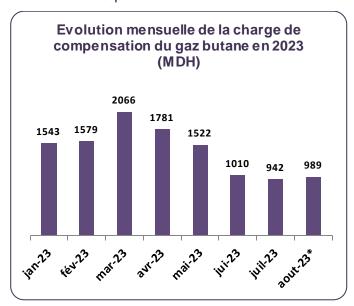
Source : Estimations de la Direction du Budget

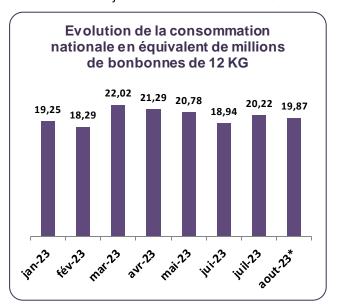
► Charge de compensation du gaz butane en 2023

Pendant les huit premiers mois de l'année 2023, la consommation de gaz butane au Maroc a atteint 1 928 KT, équivalant à 166,66 millions de bonbonnes de 12 kg. Cette quantité représente une hausse significative de 9,96 millions de bonbonnes par rapport à la même période en 2022. Les mois de mars et avril ont été marqués par une utilisation particulièrement élevée de gaz butane, en raison de la période du Ramadan. En ce qui concerne la saison estivale, la demande a été stimulée, atteignant un total de 59,03 millions de bonbonnes de 12 kg entre juin et août 2023, principalement en raison du retour des Marocains résidant à l'étranger.

Au titre des deux premiers quadrimestres de l'année 2022, la charge prévisionnelle de subvention du gaz butane pourrait s'élever à 11,43 milliards de DH contre 15,83 milliards de DH en glissement annuel, soit une baisse de 28%. La charge mensuelle du soutien du gaz butane a connu une forte fluctuation au titre de la période janvier-août 2023 en oscillant dans une fourchette allant de 942 MDH à 2 066 MDH, soit une moyenne de 1 429 MDH.

Le niveau de la subvention particulièrement élevé enregistré en mars, s'élevant à 92 dirhams par bonbonne de 12 kg, combiné au deuxième niveau historique mensuel le plus élevé de la consommation, enregistré au titre dudit mois, a eu pour conséquence d'augmenter considérablement la charge mensuelle de compensation du gaz, dépassant ainsi la barre des 2 milliards de dirhams. Par la suite, cette charge a amorcé une tendance à la baisse, atteignant son niveau le plus bas de 942 millions de dirhams au mois de juillet de l'année 2023.





*Données prévisionnelles Source : Caisse de Compensation

II.2. Soutien du prix du sucre

Au vu de la place stratégique et essentielle du sucre au sein du panier de consommation de chaque foyer marocain, et en s'inscrivant dans l'objectif ultime d'assurer la souveraineté alimentaire en ce produit de première nécessité et afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, le gouvernement poursuit le soutien de la filière sucrière de l'amont à l'aval.

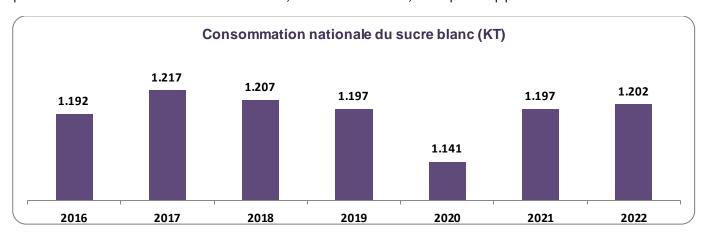
Dans cette optique, la garantie de l'équilibre de ladite filière repose sur plusieurs mesures déployées par l'Etat à savoir le maintien des droits de douane à l'importation du sucre brut à 35 % du prix déclaré pour la protection de la production nationale tout en octroyant une subvention si le prix de revient à l'importation dépasse le prix cible arrêté, la fixation d'un prix équitable de vente des cultures sucrières pour les agriculteurs, ainsi que l'octroi d'une

subvention forfaitaire à la consommation du sucre raffiné pour la stabilisation de son prix intérieur.

II.2.1. Consommation et production nationales du sucre blanc

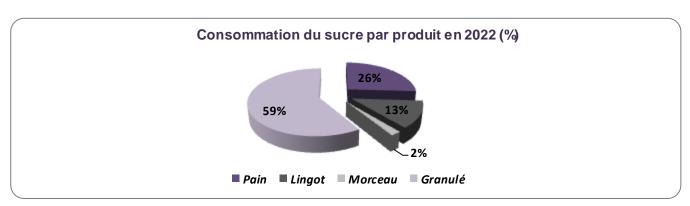
Consommation nationale du sucre blanc

La consommation nationale en sucre blanc a accusé de légères variations au titre de la période 2016-2022. Après avoir enregistré un saut de plus de 2% entre les années 2016 et 2017, elle s'est inscrite dans une tendance baissière entre les années 2018-2021 en régressant de 1,6% en raison des recommandations de L'Organisation mondiale de la Santé appelant à la réduction de l'utilisation de ce produit. A noter que le repli le plus marquant a été enregistré au titre de l'année 2020 à cause de la pandémie de Covid-19 suite aux restrictions de mobilité et la fermeture des cafés et restaurants. En 2022, une légère augmentation a été observée, portant la consommation à 1.202 KT, en hausse de 0,42% par rapport à l'année 2021.

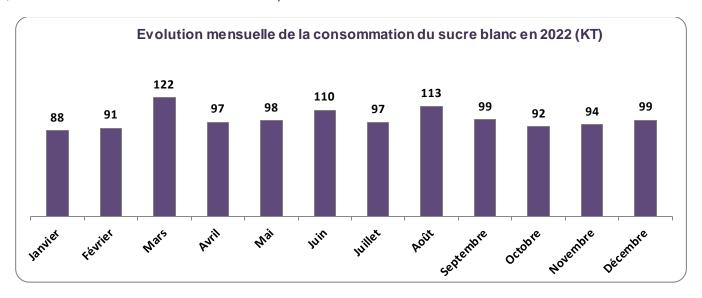


Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

Par type de sucre, et à l'instar des années précédentes, le sucre granulé représente 59% de la consommation nationale globale au vu de son utilisation aussi bien par les ménages que par les différentes industries agroalimentaires. Au deuxième rang, se place le sucre en pain avec une portion de 26% suite à l'ancrage de son utilisation dans la culture marocaine dans le milieu rural et lors des événements sociaux. Au troisième rang, se retrouve le sucre en morceaux et en lingots avec un niveau de 15 %.

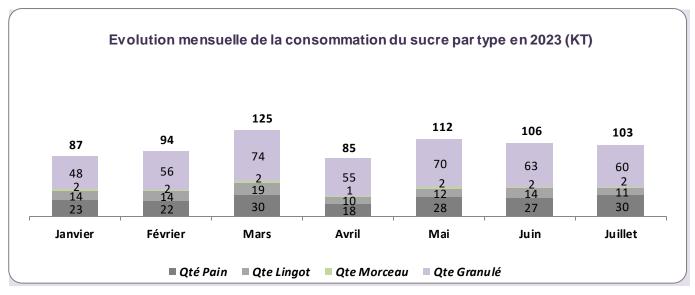


Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation



Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

Les quantités mensuelles consommées en sucre blanc ont accusé une variation importante au titre de la période janvier-août 2023 en oscillant entre un minimum de 85 KT en avril et un maximum de 125 KT en mars (préparation au ramadan 2023).

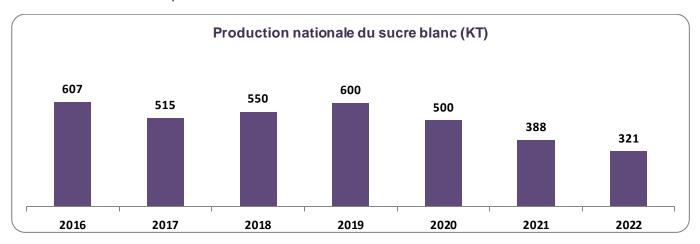


Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

Production nationale de sucre blanc

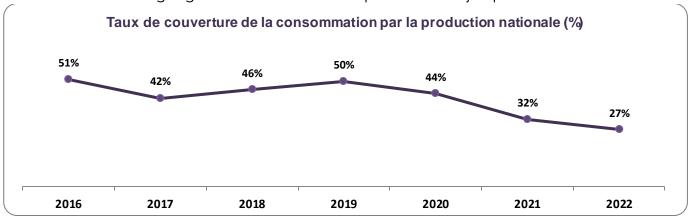
La production nationale de sucre a connu des fluctuations importantes au cours de la période 2016-2022. En 2016, elle avait atteint un niveau record de 607 KT (51% du taux de couverture par la production nationale). Ensuite, ladite production est restée dans un niveau acceptable au titre de la période 2017-2020 en enregistrant une moyenne de 541 KT (45% du taux de couverture par la production nationale). A partir de l'année 2021, la production nationale en sucre blanc s'est inscrite dans un repli drastique en raison de la sécheresse et du manque accru des ressources hydriques. Ainsi, elle a chuté à 321 KT en 2022 et passerait selon les prévisions actuelles à 230 KT en 2023 (19% du taux de couverture par la production nationale).

De ce fait, la dépendance du marché international pour combler le besoin de la consommation nationale a significativement augmenté à nouveau dans un contexte mondial marqué par la forte volatilité de ce produit.



Source: MAPMDREF

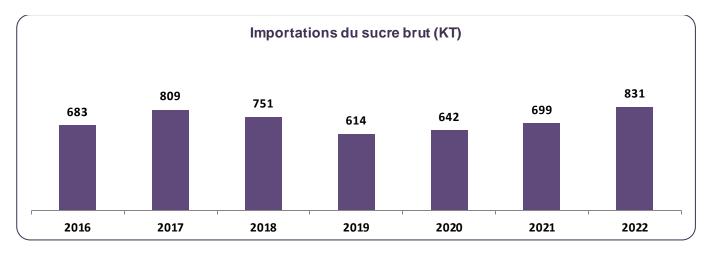
Au vu des aides déployées par l'Etat dans le cadre des mesures mises en place par le Fonds de Développement Agricole, la production nationale en sucre a pu couvrir en moyenne, près de 47 % de la demande intérieure du pays en ce produit au titre de la période 2016-2020. Cependant, au vu des conditions météorologiques sèches et défavorables qui ont marqué les trois dernières campagnes, la part de la production nationale en sucre dans la couverture du besoin national a dégringolé à 27 % en 2022 et pourrait aller jusqu'à 19 % en 2023.



Source: MAPMDREF

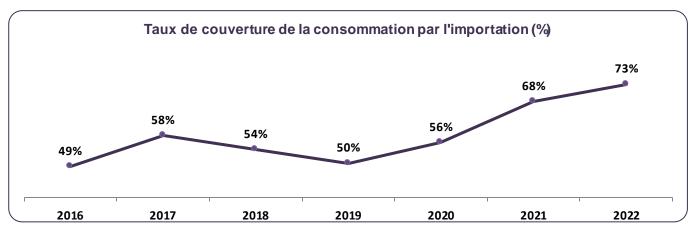
II.2.2. Importation du sucre brut

La forte diminution de la production nationale de sucre en 2022 a entraîné une augmentation de la dépendance du pays aux importations. Ainsi, pour répondre à la demande intérieure croissante malgré la réduction de la production nationale, les importations nationales de sucre ont significativement augmenté en 2022, atteignant un niveau de 831KT. Soit une augmentation de 19 % par rapport à l'année 2021.



Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

Par conséquent, le pourcentage de couverture par les importations est passé de 68 % en 2021 à 73 % en 2022 et pourrait passer à 81 % en 2023.



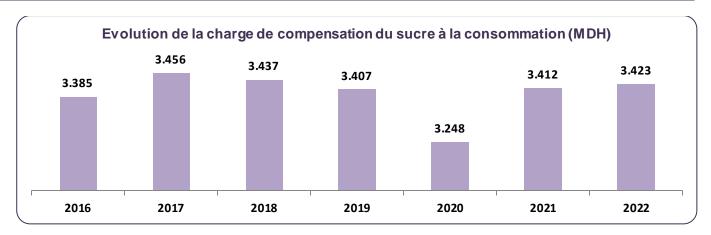
Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

II.2.3. Situation de la charge de compensation du sucre

► Charge de compensation du sucre à la consommation

La charge de compensation du sucre à la consommation a suivi la même tendance d'évolution des quantités consommées. Sur la base d'une subvention forfaitaire à la consommation du sucre de 2.847 DH/T, la charge de ce produit est restée presque stable à 3,4 milliards de DH entre les années 2021 et 2022 à l'instar des années 2017-2019.

Cependant, au vu de la révision à la hausse de ladite subvention de 25 % à partir du 14 avril 2023 suite à la revalorisation des prix des cultures sucrières, la charge de compensation du sucre à la consommation dépasserait les 4 milliards de DH en 2023.

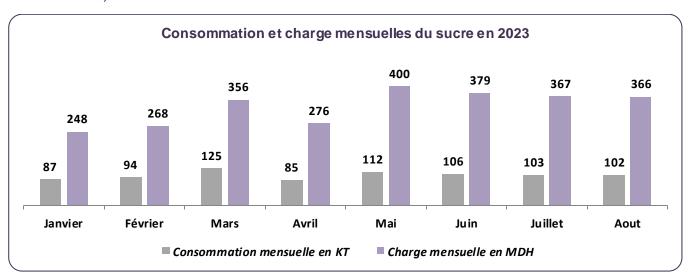


Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

On distingue deux périodes en termes de la charge mensuelle de compensation du sucre raffiné :

- 1^{ère} période « avant le 14 avril 2023 »: sur la base d'une subvention forfaitaire de 2.847,27 DH/T, généralement, la charge mensuelle moyenne du sucre à la consommation se situait à 283 MDH hors ramadan;
- 2^{ème} période « à partir du 15 avril 2023 » : avec l'adoption d'une subvention forfaitaire de 3.571,65 DH/T, la charge mensuelle moyenne du sucre à la consommation se situerait à 357 MDH, en hausse de 26 % par rapport aux mois précédents.

Sur cette base, la charge mensuelle du sucre à la consommation a oscillé au titre de la période janvier-août 2023 entre 248 MDH, enregistrée en janvier, et 400 MDH au titre du mois de mai. Ainsi, la charge globale de compensation au titre de ladite période s'est élevée à 2.660 MDH contre 2.325, soit une évolution de 14 %.



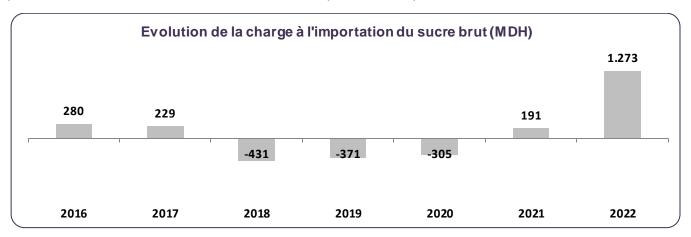
Source: Données de la Caisse de Compensation

► Charge de compensation du sucre à l'importation

Après avoir enregistré des montants de restitution à l'importation du sucre brut en faveur de l'Etat au titre des années 2018-2020 suite au repli des cours mondiaux de ce produit, la tendance s'est inversée à partir de l'année 2021.

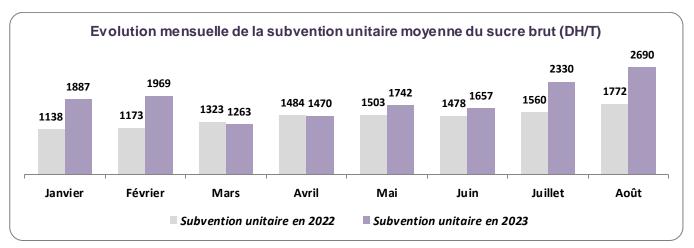
L'effet combiné de la flambée vertigineuse des cours du sucre brut sur le marché international et l'évolution importante des quantités importées pour combler le déficit accru de la production nationale a induit une montée considérable de la charge de restitution à l'importation du sucre brut en défaveur du budget de l'Etat.

Ainsi, l'enveloppe allouée à la régularisation des dossiers d'importation du sucre brut a enregistré un saut qualitatif entre les années 2021 et 2022 en passant à 1,27 milliards de DH. A signaler que ladite enveloppe risque de frôler les 2 milliards de DH en 2023 suite à la poursuite de l'ascension des cours et des quantités importés du sucre brut.



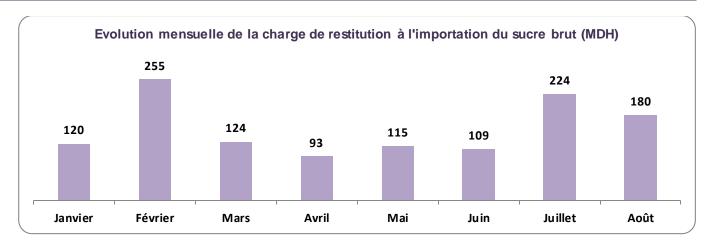
Source: Rapports Conseil d'Administration de la Caisse de Compensation

Au vu de la montée des cours du sucre brut au niveau mondial, le montant de la subvention unitaire moyenne pondérée à l'importation est passé à 1.987 DH/T au titre de la période janvier-août 2023, en hausse de 37 % en glissement annuel.



Source: Données de la Caisse de Compensation

Entre janvier et août 2023, la charge mensuelle de la restitution à l'importation du sucre brut a fluctué de manière significative suivant les quantités importées et l'évolution du cours mondial. En février, elle a atteint son point le plus haut en s'élevant à 255 MDH, tandis qu'en avril, elle a atteint son niveau le plus bas, soit 93 MDH. Au total, sur la période janvier à août 2023, ces dépenses se sont accumulées pour atteindre 1 220 MDH. Cette somme représente une augmentation de 54 % par rapport à la même période de l'année 2022.



Source: Données de la Caisse de Compensation

II.3. Soutien du prix du blé tendre et de la farine nationale de blé tendre

La filière céréalière occupe une place importante dans le secteur agricole sur les plans économique et sociale et joue un rôle stratégique dans la réalisation de l'objectif ultime de la souveraineté alimentaire. De ce fait, l'Etat continue à mettre en œuvre toutes les mesures susceptibles de garantir le bon fonctionnement et développement de tous les maillons de sa chaine de valeur.

En ce qui concerne les prix à la consommation, le soutien de l'État marocain à cette filière est ciblé spécifiquement sur le blé tendre. En effet, deux approches distinctes guident le soutien étatique du blé tendre :

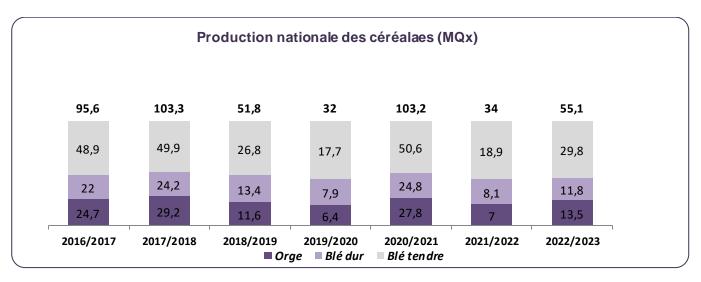
- Encadrement des Prix et Protection de la Production Nationale: Un mécanisme d'encadrement des prix est mis en place pour réguler les prix du grain local et importé, avec pour objectif de stabiliser les tarifs des farines disponibles sur le marché et de préserver la production nationale. Cela implique l'ajustement des droits de douane, les restitutions à l'importation et les subventions accordées à la production nationale, y compris des primes pour le stockage et une prime forfaitaire.
- Soutien à la Consommation : L'État intervient également pour soutenir la consommation en mettant en œuvre des mesures à travers toute la chaîne de valeur, spécifiquement pour un contingent limité de farine de blé tendre, estimé à environ 6,26 millions de quintaux. Ce soutien est principalement dirigé vers les couches les plus vulnérables de la société, visant à assurer leur accès à des produits alimentaires essentiels.

II.3.1. Production et collecte nationales des céréales

Production nationale des céréales

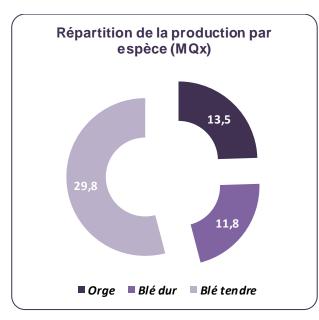
La production des trois céréales principales au titre de la campagne agricole 2022-2023 s'est élevée à 55,1 millions de quintaux contre 34 Mqx lors de la campagne 2021-2022, soit une hausse de 62%. Cependant, ladite production est en baisse de 15% par rapport à la moyenne de production sur cinq ans (2018-2022). Cette situation s'explique par la succession des crises de sécheresses induisant une baisse du cumul pluviométrique avec une mauvaise répartition des pluies et une variabilité importante des températures minimales et maximales, entrainant des perturbations des cycles de production des différentes espèces céréalières.

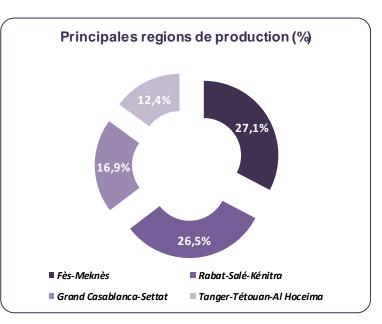
La campagne agricole en cours a enregistré une précipitation cumulée de 207 mm, ce qui représente une baisse de 36 % par rapport à une année normale (322 mm), mais une augmentation de 13 % par rapport à la campagne précédente (184 mm) à la même période. Le début de la campagne a été marqué par des conditions climatiques défavorables, avec un retard des premières pluies, un déficit hydrique notable et une répartition inadéquate dans l'espace et le temps, en particulier de septembre à la première décade de novembre 2022, ce qui a retardé l'implantation des cultures d'automne et a eu un impact négatif sur l'état des pâturages. Les précipitations se sont concentrées entre la deuxième décade de novembre 2022 et fin février 2023, avec de faibles précipitations en mars et début avril dans certaines régions.



Source: MAPMDREF

Par ailleurs, la production de céréales se subdivise par espèce comme suit : 29,8 Mqx de blé tendre, 11,8 Mqx du blé dur, et 13,5 Mqx de l'orge. A savoir que quatre régions contribuent à hauteur de 82,9 % de la production nationale.





Source: MAPMDREF

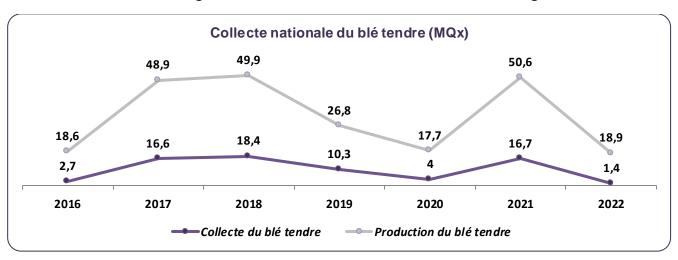
Dans le but de faciliter la commercialisation de la récolte de 2023, malgré un niveau de production moyen, le gouvernement a mis en place un ensemble de mesures organisationnelles et incitatives, en particulier pour le blé tendre. Les mesures les plus importantes comprennent :

- L'adoption d'un prix cible de référence de 300 dirhams par quintal pour le blé tendre de qualité de référence, afin de donner aux agriculteurs la capacité de négocier le meilleur prix pour leur produit. Ce prix comprend toutes les dépenses, les accises, les marges, ainsi que les coûts de livraison du blé tendre aux moulins.
- La fixation de la période de commercialisation bénéficiant de la prime de stockage du 1er juin au 31 juillet 2023.
- L'approbation d'une prime de stockage de deux dirhams et demi (2,50) pour 15 jours de stockage de blé tendre de production nationale, qui est exclusivement livré aux moulins industriels. Cette subvention est accordée uniquement aux installations de stockage disposant d'une autorisation sanitaire délivrée par l'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires.
- La prise en charge des frais de transport gratuits du blé tendre vers les régions éloignées (Ouarzazate, Errachidia et Guelmim), avec l'obligation d'établir les documents de paiement des frais de transport dans un délai de six mois suivant le mois de livraison concerné.
- La contribution à la commercialisation du produit national en privilégiant le produit national lors de l'organisation des appels d'offres pour l'acquisition de blé tendre destiné à approvisionner les moulins chargés de la production de farine subventionnée.

Collecte nationale du blé tendre

La quantité collectée de blé tendre au titre de la campagne 2021/22 s'est élevée à 1,4 millions de quintaux, soit 7% de la production nationale contre 33% au titre de la campagne précédente. Ladite collecte représente le niveau le plus bas jamais enregistré au titre de la dernière décennie. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs dont principalement le repli important des quantités produites localement en blé tendre en raison de la sécheresse et le changement du comportement des agriculteurs qui cherchent à maintenir une grande part du blé pour l'autoconsommation dans un contexte marqué par la montée de l'inflation.

Contrairement aux saisons précédentes, cette campagne a été marquée par une participation significative des fabricants d'aliments pour animaux dans la collecte de blé tendre, représentant 63% de la quantité totale collectée (environ 886 mille quintaux), suivis par les négociants en céréales avec 30% et les usines industrielles avec 7%. De cette quantité, 64% ont été collectés dans la région de Casablanca-Settat et 24% dans la région de Fès-Meknès.



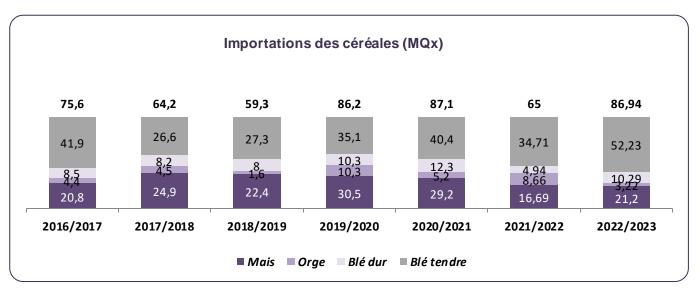
Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL et MAPMDREF

II.3.2. Importation des céréales

► Evolution annuelle des quantités importées de céréales

Les importations des principales céréales au cours de la campagne 2022/23 ont totalisé 86,9 millions de quintaux, marquant une augmentation de 35 % par rapport à la saison précédente. Elles englobent 61% de blé tendre, 24% de maïs et 12% de blé dur.

Par espèce céréalière, les quantités importées ont connu des augmentations significatives pour combler le manque accru de la production nationale. Le blé tendre a enregistré une hausse de 53%, le blé dur a augmenté de plus de 100% et le maïs a grimpé de 26%. En revanche, les importations d'orge ont subi une baisse importante de 63%. Cette diminution s'explique par les prix élevés sur le marché mondial et les difficultés de commercialisation sur le marché intérieur en dehors des appels d'offres organisés par l'ONICL dans le cadre de programmes visant à atténuer les effets de la sécheresse.

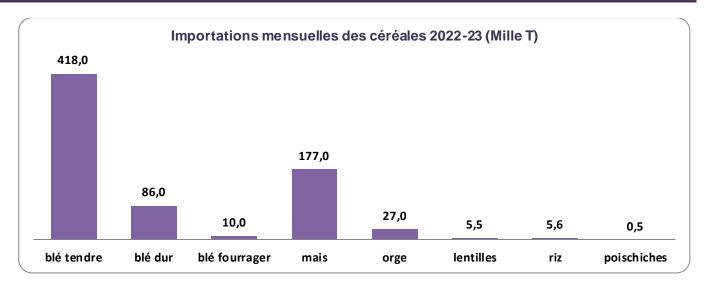


Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

▶ Quantités importées des céréales au terme de juillet 2022- mai 2023

Au cours de la période allant de juillet 2022 à mai 2023, les importations mensuelles moyennes de céréales et légumineuses ont présenté des tendances variées selon le niveau de la demande du marché intérieur et les disponibilités locales. Le blé dur a enregistré une moyenne mensuelle de 86 000 tonnes. En revanche, les importations mensuelles de blé tendre fourrager ont été plus modestes, avec une moyenne de 10 000 tonnes. Le maïs, quant à lui, a affiché des importations mensuelles plus importantes, avec une moyenne de 177 000 tonnes.

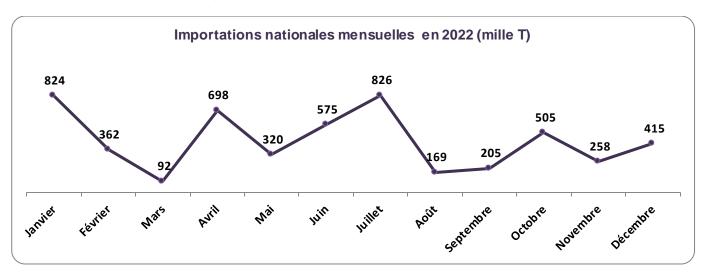
En ce qui concerne les autres produits, l'orge a été importée, mensuellement, en moyenne à 27 000 tonnes par mois, les lentilles à 5 485 tonnes, le riz à 5 616 tonnes et les pois chiches à 455 tonnes.



Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

Quantités importées du blé tendre en 2022

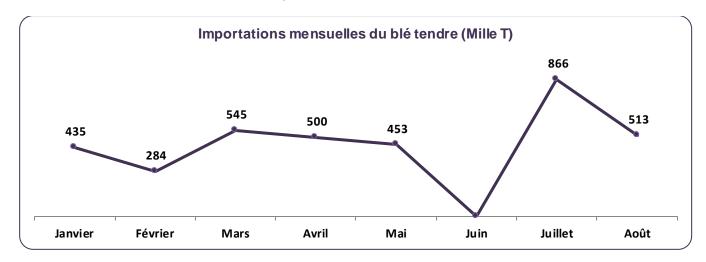
Les quantités mensuelles importées du blé tendre, ont connu une grande fluctuation au titre de l'année 2022 en oscillant entre un minimum de 92 000 T en mars 2022 et un maximum de 826 000 T en juillet 2022. La quantité moyenne s'élève à 437 000 T, soit près de l'équivalent du besoin mensuel d'écrasement des minoteries industrielles.



Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

Quantités importées du blé tendre en 2023

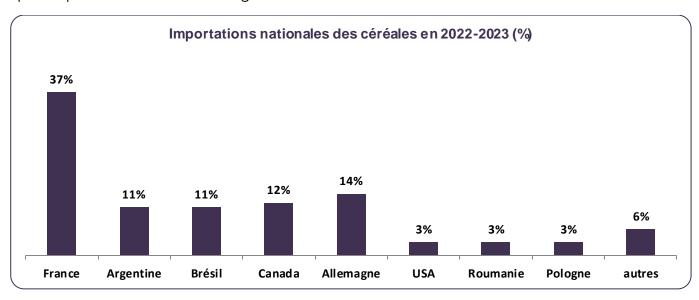
La quantité mensuelle moyenne importée du blé tendre au titre des huit premiers mois de l'année 2023 est de 450 000 T, allant du néant en juin (le mois de suspension de la restitution à l'importation du blé tendre pour la promotion de la collecte du produit local) à un maximum de 866 000 T en juillet 2023 pour le renforcement du stock national en blé tendre.



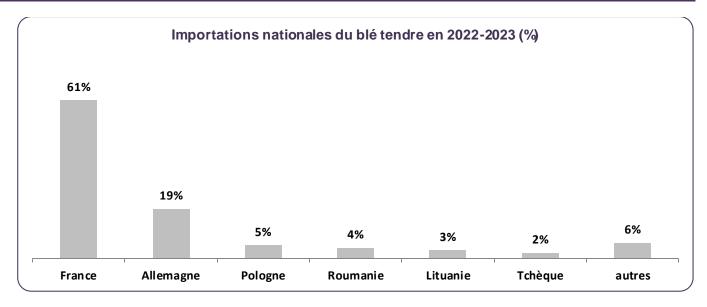
Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

Origines d'importation du blé tendre

Les importations en provenance de la France et de l'Allemagne ont accusé un saut qualitatif en représentant 80% des quantités totales importées. La France a contribué à hauteur de 61% avec 32 millions de quintaux, tandis que l'Allemagne a représenté 19% avec 9,7 millions de quintaux. En revanche, les importations de blé tendre en provenance d'Ukraine ont considérablement diminué. Auparavant, l'Ukraine représentait 26% des importations totales du Maroc. Cependant, en raison de la guerre, ces importations ont fortement baissé. Les importations de blé tendre en provenance d'Argentine ont également diminué. Elles sont passées d'une moyenne de 3 millions de quintaux sur cinq ans à moins de 1 million de quintaux. Cette diminution est due à la déclaration de faible production en Argentine ainsi qu'aux prix élevés de cette origine.



Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL



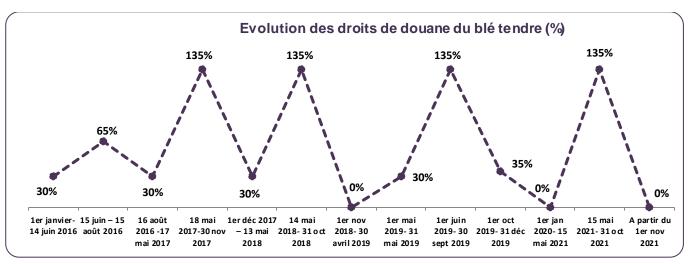
Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

► Evolution des droits de douanes à l'importation du blé tendre

Afin de maintenir un équilibre entre la production nationale et l'approvisionnement du marché en blé tendre, l'État ajuste les droits de douane en fonction de l'évolution des prix internationaux de ce produit, ainsi que de la situation économique tant au niveau national qu'international de la filière.

En 2021, compte tenu du niveau élevé de la production nationale de blé tendre et dans le but de favoriser la production nationale, d'assurer un revenu adéquat aux agriculteurs marocains et de faciliter la campagne de commercialisation, le gouvernement a pris des mesures incitatives habituelles telles que l'établissement d'un prix de référence pour les agriculteurs, l'octroi de primes de collecte et de stockage, en plus de l'augmentation des droits de douane sur le blé tendre à 135 % pour la période allant du 15 mai au 31 octobre 2021.

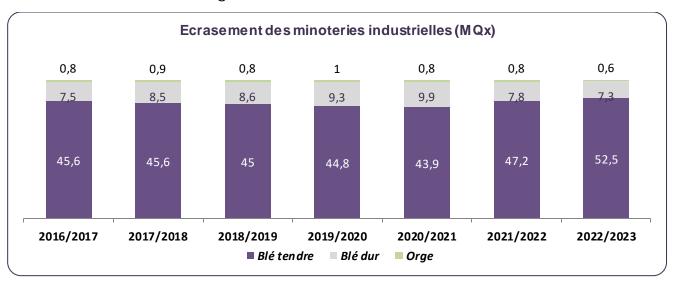
Cependant, en raison de la flambée vertigineuse des cours du blé tendre, la perception des droits de douane sur l'importation du blé tendre a été suspendue à partir de novembre 2021.



Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

II.3.3. Ecrasements de la minoterie industrielle

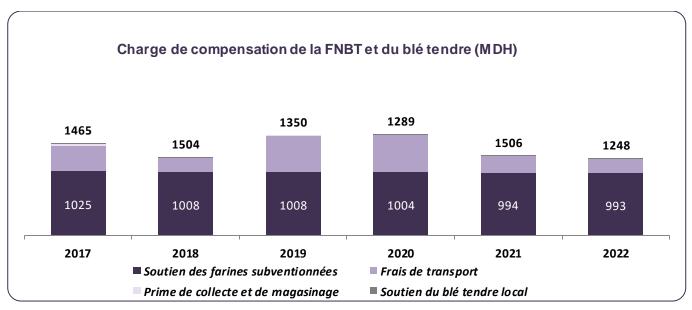
S'agissant des écrasements réalisés par les minoteries industrielles au titre de la campagne 2022/23, elles sont estimées à 60 Mqx. De ce fait, sur une capacité d'écrasement annuelle desdites minoteries de 105 Mqx, le taux global d'utilisation de la capacité de production au titre de cette campagne ne dépasse pas les 57%. Concernant l'écrasement par espèce céréalière, le blé tendre a représenté près de 52,5 millions de quintaux, soit 87% du total, suivi par le blé dur avec 12% et l'orge avec 1%.



Source: Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL

II.3.4. Situation de la charge de compensation du blé tendre et de la farine nationale de blé tendre

Les dépenses de compensation pour le blé tendre local et la farine nationale du blé tendre ont totalisé 1.248 MDH (hors restitution à l'importation) au terme de l'année 2022, enregistrant ainsi une baisse de 17 % par rapport à l'année précédente, et ce en raison de la quantité collectée par rapport à la campagne précédente.



Source : Rapports Conseil d'Administration de l'ONICL au titre de l'année 2022

II.4. Mesures déployées pour le soutien du pouvoir d'achat des citoyens au titre de l'année 2023

En dépit du repli relatif des cours mondiaux du pétrole, du butane, du gasoil, du super et du blé tendre au titre de la période janvier-août 2023 respectivement de 23 %, 32 %, 25%, 18 % et de 27% par rapport aux niveaux historiques enregistrés au titre de la même période de l'année précédente, les prix internationaux de ces matières premières de base demeurent élevés en comparaison avec les niveaux pré-pandémiques. A savoir qu'inversement à ces produits qui se sont inscrits dans une tendance baissière, le cours international du sucre brut a connu une forte augmentation au titre de ladite période, avec une hausse de 23% en glissement annuel.

De ce fait, afin de permettre un approvisionnement régulier du marché national en ces produits de base tout en assurant la stabilisation de leurs prix de vente intérieurs, le gouvernement continue à déployer plusieurs mesures visant le soutien permanent du pouvoir d'achat des citoyens.

II.4.1. Poursuite du soutien des prix à la consommation des produits subventionnés

Le gouvernement a maintenu les prix de vente des produits subventionnés inchangés sur le marché intérieur malgré leur forte volatilité sur le marché international à travers la poursuite de la prise en charge de l'Etat des subventions suivantes :

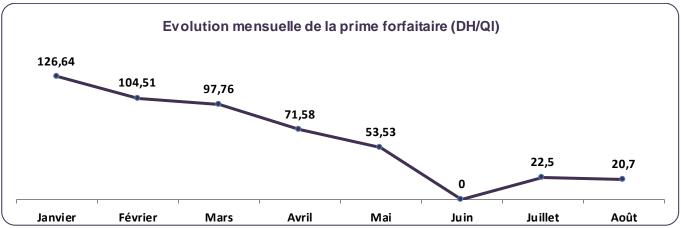
- La subvention moyenne de la bonbonne de 12 kg de gaz butane s'est élevée à environ 68 DH au cours de la période janvier-août 2023, en enregistrant un recul de 31 % par rapport à la même période de l'année précédente;
- La subvention moyenne pondérée à l'importation de sucre brut s'est établie à 1.987 DH/T pour la période janvier-août 2023, contre 1.451 DH/T en 2022, soit une envolée de 37 % en glissement annuel. Ledit soutien a pour finalité de permettre la réalisation des importations du sucre pour combler le déficit de la production nationale en ce produit qui a connu une baisse importante suite au manque des ressources hydriques tout en garantissant le même prix de vente intérieur de sucre;
- Le maintien du soutien à la consommation du sucre raffiné avec une augmentation de la subvention forfaitaire de près de 25 % passant de 2,847 DH/kg à 3,572 DH/kg à partir du 14 avril 2023 suite à la revalorisation des prix des cultures sucrières pour la relance de la production nationale en sucre;
- Le soutien du contingent de 6,26 millions de quintaux de la farine nationale de blé tendre avec une subvention unitaire de 143,375 DH/QI.

II.4.2. Poursuite de l'activation du système de restitution à l'importation du blé tendre

Au vu de l'insuffisance de la production nationale en blé tendre au titre de cette campagne suite aux conditions de sécheresse et la poursuite du dépassement du prix de revient à l'importation de ce produit au prix cible, le gouvernement a maintenu, en sus de la suspension des droits de douane à l'importation durant l'année 2023, l'octroi d'une subvention à l'importation du blé tendre afin de sécuriser l'approvisionnement du marché national en ce produit et stabiliser le prix du pain à 1,20 DH et les prix des farines.

► Evolution mensuelle des importations du blé tendre au titre de janvier - août 2023

En raison de la grande volatilité des prix internationaux du blé tendre sur le marché mondial, la prime forfaitaire à l'importation du blé tendre a oscillé entre 20,7 DH/Ql et 126,64 DH/Ql au cours de la période de janvier à août 2023, avec une moyenne de 62 DH/Ql, en repli de 63 % en glissement annuel. Et ce, en raison de la baisse des cours du blé au terme de cette période par rapport à l'année précédente.



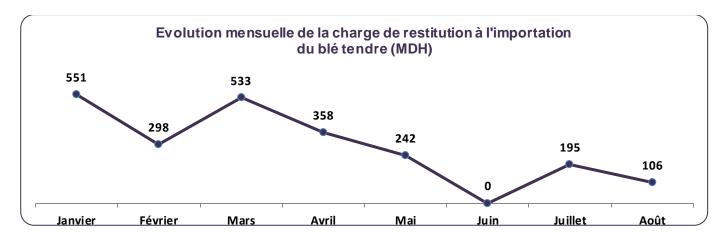
Source: Direction du budget

Par ailleurs, le système de restitution à l'importation du blé tendre s'est poursuivi au titre de l'année 2023 selon 3 périodes :

- 1ère Période janvier-mai 2023 : il a été procédé à l'importation d'une quantité de 22 Mqx pour une prime forfaitaire moyenne de 91 DH/QI;
- 2ème période juin 2023 : il a été décidé de suspendre ledit système afin de permettre la collecte de la production nationale du blé tendre qui a atteint près de 29 Millions de quintaux. A noter que durant cette période, aucune importation du blé tendre n'a été effectuée ;
- 3ème période juillet-septembre 2023 : afin de saisir l'opportunité du repli du cours du blé tendre par rapport aux niveaux sommets enregistrés au titre de l'année 2022 (-30%) et le début de l'année 2023 (-13%), il a été décidé de réactiver le système de restitution à l'importation du blé tendre au titre de ladite période, permettant ainsi d'assurer une couverture large du besoin intérieur du pays ;
- 4^{eme} période octobre-décembre 2023 : au vu de la poursuite de l'observation d'une prime à l'importation du blé tendre de près de 20 DH/QL, et afin d'assurer un stock national confortable en blé tendre en permettant la continuité des importations, il a été décidé de reconduire le système de restitution à l'importation du blé tendre au titre de ladite période.

► La charge de la restitution à l'importation du blé tendre au titre de janvieraoût 2023

Les dépenses mensuelles liées à la restitution à l'importation du blé tendre ont connu d'importantes variations au cours de la période janvier-août 2023, passant d'un maximum de 551 MDH à un minimum de 106 MDH en fonction des niveaux de la prime forfaitaire et des quantités importées. Ainsi, la charge de la restitution à l'importation du blé tendre s'est élevée à 2.283 MDH au titre de ladite période, ce qui représente un déclin de 67% par rapport à l'année précédente.



Source: Direction du budget

II.4.3. Soutien du secteur du transport routier

En réponse à la poursuite de la flambée des prix des carburants à l'échelle nationale par rapport aux niveaux pré pandémiques, et dans le but de stabiliser les tarifs du transport de passagers et de marchandises, le gouvernement a poursuivi, au titre de l'année 2023, le soutien directe exceptionnel du secteur du transport routier. En conséquence, le budget alloué à cette opération pour la période allant de janvier à août 2023 s'est élevé à 1000 MDH.

II.5. Charge prévisionnelle de compensation à fin août 2023 et crédits programmés au titre du Projet de Loi de Finances 2024

II.5.1. Charge prévisionnelle de compensation au titre de la période janvier- août 2023

Sur la base d'un cours moyen du gaz butane de 540,92 \$/T, et d'un taux de change du dollar de 10,11 DH, et des quantités mises à la consommation du gaz butane estimées à 1,92 MT, la charge relative au soutien des prix du gaz butane est estimée à 11,455 milliards de dirhams au titre de la période janvier-août 2023.

Ainsi, en tenant compte de la charge prévisionnelle de soutien des produits alimentaires s'élevant à 7,131 milliards de dirhams et la charge du soutien du secteur de transport routier de 1 milliard de DH, la charge de compensation prévisionnelle globale est estimée à 19,586 milliards de dirhams au titre de la période janvier- août 2023.

II.5.2. Crédits programmés au titre du Projet de Loi de Finances 2024

Le projet de Loi de Finances relatif à l'exercice budgétaire de l'année 2024 prévoit une dotation globale de 16,357 milliards de dirhams destinée à soutenir les prix du gaz butane, du sucre et de la farine de blé tendre.

Le Ministère de l'Economie et des Finances met à votre disposition plusieurs canaux de communication et d'information

Le Portail Internet

www.finances.gov.ma

La page Facebook

www.facebook.com/financesmaroc

Le compte Twitter

Twitter '@financesmaroc'

Le site LOF

http://lof.finances.gov.ma